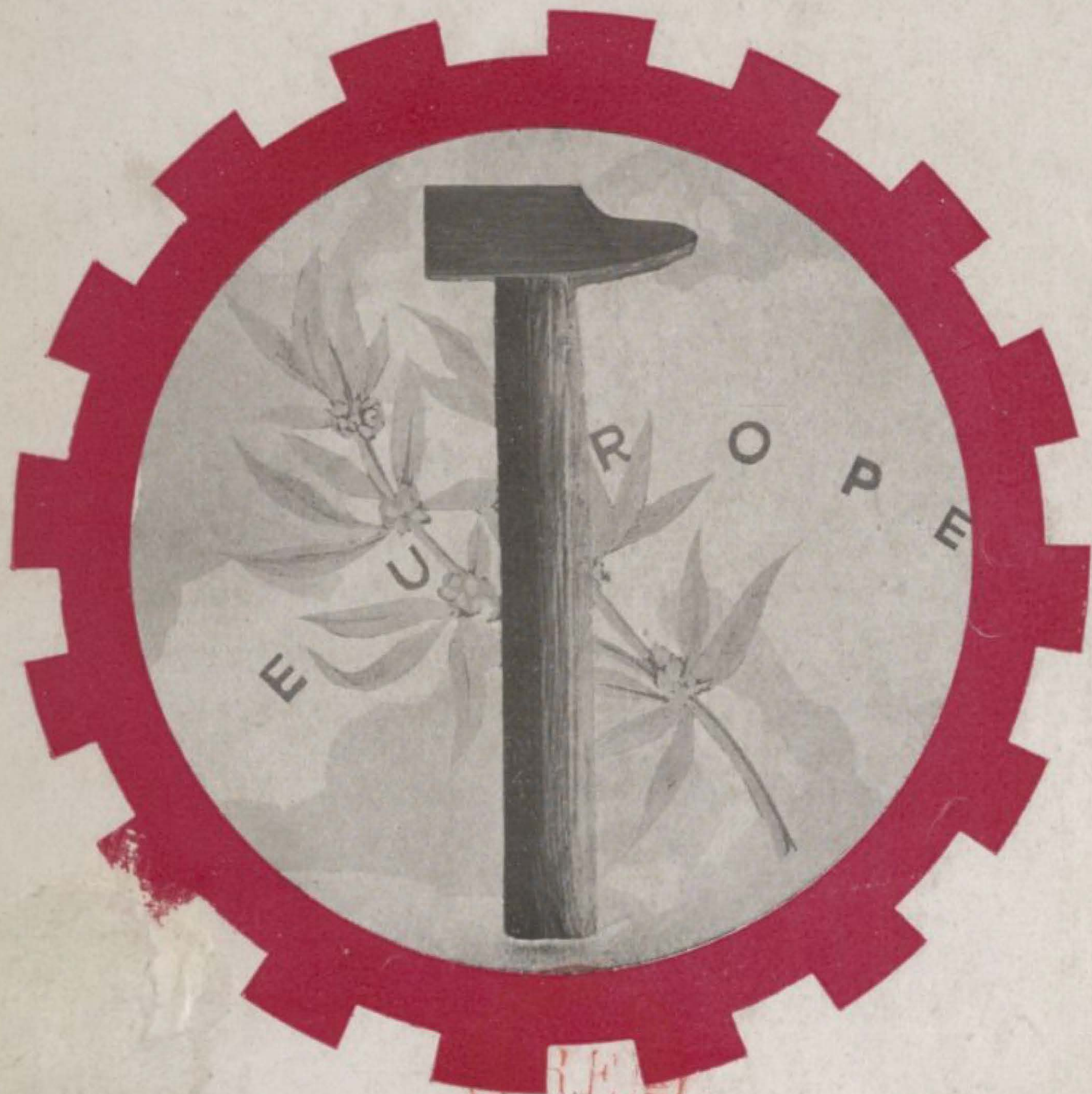


8. G
4026

ANDRE CHAUMET

PEUPLES ET PATRIES *Socialistes* D'EUROPE



CENTRE D'ACTION SOCIALISTE

ANDRÉ CHAUMET

PEUPLES
ET PATRIES
SOCIALISTES
D'EUROPE



8° G

CENTRE D'ACTION SOCIALISTE

4026

PEUPLES ET PATRIES SOCIALISTES D'EUROPE

Les raisons majeures de la guerre.

Au fur et à mesure que se déroulent les hostilités il ne peut y avoir aucun doute dans les esprits sur les raisons qui ont conduit les peuples au plus sanglant bouleversement qu'ait connu l'histoire du monde pour la seconde fois en vingt-cinq ans. Les guerres ne font pas seulement apparaître les victoires d'une stratégie et les possibilités infinies de productivité des peuples qu'elles atteignent. Elles mettent aussi en évidence et de façon particulièrement claire les forces profondes spirituelles et ethniques qui animent ces peuples. Il n'y a pas de doute que ce sont les questions sociales, le problème social dans son entier, le problème de l'homme par conséquent, par son dynamisme et son ampleur dépassant les frontières de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre qui ont provoqué la guerre déclarée par l'Angleterre, au Reich allemand. Si l'on fait un bref retour sur le passé qui a précédé les origines du conflit il est facile de comprendre que la vieille machine économique du capitalisme était enrayée, que la nouvelle idéologie socialiste accomplissait silencieusement sa marche à travers les foules et qu'il ne restait pour le haut capitalisme bancaire que la voie de la guerre qui puisse retarder l'échéance fatale.

Voilà la raison pour laquelle il a été impossible en 1939 de faire reculer à la fois et la guerre et la misère qui s'en est suivie. Le capitalisme a confondu le problème social et le problème économique, et l'on a vu ce résultat paradoxal de peuples s'accoutumant à cette idée que le travail lui-même — d'un devoir qu'il était — fût devenu subitement un privilège rare, lequel tendait d'ailleurs à disparaître. Comme si le travail ne devait être que l'apanage de quelques-uns!...

Si l'on veut donc comprendre de façon totale le sens profond du combat gigantesque que le peuple allemand uni par le national-socialisme se voit obligé de mener actuellement, il est indispensable de connaître le programme et les buts de la politique sociale d'Adolf Hitler. C'est un fait absolument certain que la force militaire du peuple allemand, que sa résistance surprenante dans la cinquième année de la guerre ne peuvent être comprises qu'en fonction de l'ordre social, basé sur la raison et la justice, dont lui a fait don le régime instauré en janvier 1933. Dans les solitudes glacées de la Russie comme dans les ruines de ses villes et dans les fumées des fronts de combat, les soldats allemands ne perdent pas contact avec les forces vitales de leur peuple. Notre intention n'est pas de traiter à fond de la nouvelle politique sociale allemande, nous ne voulons montrer qu'un côté du travail, qu'un aspect de la construction gigantesque qui ont fait du prolétariat allemand d'autrefois des représentants responsables de l'Etat et ont pu prouver au monde que l'élevage du pauvre, l'élevage scientifique et rationnel, n'est pas digne du style de vie des hommes et des Etats de notre temps. Si un miracle a pu être accompli, c'est assurément celui-ci avant tout ! Qu'on nous permette une anecdote : En mars 1921 Lénine prenait la parole au « Congrès des ouvriers du transport ». En se dirigeant vers la tribune il remarqua un mot d'ordre inscrit sur les murs, qu'il mentionna dans son discours :

« Tout à l'heure, en traversant votre salle, j'ai vu un placard portant ces mots : « Le règne des ouvriers et des paysans n'aura pas de fin ! » Et quand j'ai lu cet étrange placard j'ai pensé qu'il y a chez nous encore bien des malentendus et des idées fausses sur des choses aussi élémentaires et essentielles.

« En effet, si le règne des ouvriers et des paysans ne devait pas avoir de fin, cela signifierait qu'il n'y aurait jamais de socialisme car celui-ci veut dire l'abolition des classes ; or, aussi longtemps qu'il restera des ouvriers et des paysans, il y aura des classes différentes et par conséquent il ne pourra pas y avoir de socialisme intégral. »

Il faut avouer que le fait ne manque pas d'ironie, car si Lénine a vu juste, et il avait vu juste, le socialisme étant par essence une société sans classes, c'est précisément l'Allemagne nationale-socialiste qui de tous les pays du monde a pu le mieux réussir l'expérience du socialisme intégral en annihilant les classes et en les fondant dans la communauté populaire allemande. Tandis que le bolchevisme de l'Est contraint d'une manière inhumaine les peuples à n'être plus que les serfs asservis du système kolkhozien, les peuples européens ont commencé à préparer à l'intérieur de leur pays et dans un esprit nouveau le règne d'une communauté paisible et heureuse. Les meilleurs hommes de notre temps sont socialistes ou croient l'être, et devant l'être tous, marchent à grands pas vers le vrai socialisme. Telles sont les raisons suffisantes des victoires de l'Etat socialiste allemand et de son prestige.

Comment naît une Révolution.

Selon les socialistes, toute profonde transformation politique et sociale résulte nécessairement d'une transformation du mode de production et de répartition des produits nécessaires à l'existence et au développement de l'individu et de la société. Chaque changement de régime de production, déterminant le changement des forces productrices et d'abord des instruments de production, provoque ainsi le changement des rapports économiques existant entre les producteurs et entraîne un changement du système social tout entier. Chaque nouveau mode de production se heurtant aux obstacles qui lui sont opposés par les institutions politiques correspondant au mode ancien est contraint, pour s'épanouir librement, de détruire les vieilles institutions politiques et d'en créer de nouvelles.

Sans remonter jusqu'au déluge ni même jusqu'à l'antiquité, l'étude des temps antérieurs nous montre que la bourgeoisie tendait de plus en plus à la domination économique depuis la création de la manufacture; ce nouveau mode de production dut détruire les

anciennes institutions politiques, conquérir le pouvoir et créer de nouveaux statuts politiques correspondant à la grande production manufacturière. Elle combattait pour la conquête du pouvoir politique, avec un succès grandissant, à mesure que le mode féodal de production et de répartition freinait davantage le progrès de l'économie, condamnant davantage les masses à l'oppression et à la misère. L'intérêt de la collectivité, l'intérêt général, imposa d'autant plus le remplacement du mode de production féodal, désormais périmé, régressif et nocif par un mode progressif, la production capitaliste.

En France, la bourgeoisie devint classe politiquement dominante à la fin du XVIII^e siècle environ, et à peu près en même temps d'ailleurs que, dans tous les grands pays industriels, les progrès de la technique, un emploi plus rationnel de la vapeur et de l'électricité firent naître la grande industrie, déterminèrent peu à peu, avec une rapidité croissante depuis le début du XX^e siècle, une concentration des entreprises et des capitaux dans les mains d'un nombre de plus en plus réduit de capitalistes. Ce processus de concentration de la propriété privée, des entreprises et des capitaux « par en haut » — la formation des trusts — provoque par « en bas » la concentration d'immenses masses de travailleurs sans propriété, de prolétaires et de petits bourgeois citadins ou ruraux de plus en plus prolétarisés, par division de la collectivité en une minorité toujours plus infime de privilégiés, de plus en plus riches, véritable ploutocratie symbolisée dans notre pays par les célèbres deux cents familles, si justement nommées, et une immense majorité de prolétaires et de petits bourgeois, accroissant, bien entendu, l'inégalité existant auparavant déjà, entre les classes, dans la répartition des produits agricoles et industriels. Elle aggrava le mécontentement contre la classe dominante.

Or, cette inégalité croissante de la répartition des produits nécessaires à l'existence a été rendue plus choquante encore par la guerre, la défaite, la pénurie sous-jacente. Elle n'a jamais été plus cruellement ressentie qu'aujourd'hui en France. Elle provoque dans les classes laborieuses, réduites de plus en plus à la

portion congrue, des sentiments légitimes d'amertume, et de désespoir.

Dans le dernier quart de siècle, plusieurs crises économiques et deux guerres mondiales, annoncées longtemps à l'avance par les socialistes, obligèrent à réfléchir davantage sur ces problèmes les masses laborieuses qui supportent plus que les autres le poids des misères et les souffrances provoquées par les crises et les guerres. Longtemps à l'avance, par une analyse scientifique des événements économiques mondiaux, les socialistes avaient démontré que ces crises provenaient des conflits créés par les contradictions existant entre les rapports capitalistes de production et l'état des forces productives, entre le caractère social de la production et la propriété privée des grands moyens de production. Ils avaient démontré que crises et guerres sont les effets inévitables de ces contradictions. Ils avaient montré que le régime capitaliste est condamné à aller de crise en crise, de guerre en guerre jusqu'à son écroulement final dans la barbarie et le chaos. Mais, après avoir diagnostiqué le mal, l'école du socialisme classique n'a pu trouver le remède. La réalisation de l'accord nécessaire entre les rapports de production unissant ou divisant les hommes et les caractères nouveaux des forces productrices, accord ne pouvant résulter que de l'établissement d'une propriété sociale correspondant au caractère social de la production dans les grandes entreprises, n'a jamais pu être obtenue par suite du caractère de plus en plus violent de la fameuse lutte des classes.

Cependant, les faits ont démontré la supériorité de l'organisation sociale ou socialiste bien comprise de la production sur l'organisation capitaliste, à la fois sur le plan économique et sur le plan social.

Sur le plan économique, la grande crise mondiale qui s'abattit à la fin de 1929 sur tous les pays capitalistes sans exception avait en 1933 abaissé en moyenne de 30 % leur production industrielle. Elle avait condamné au chômage et à la misère 30 millions de familles laborieuses, c'est-à-dire plus de 100.000.000 de civilisés.

Dès le sortir de la première guerre mondiale, c'est l'Allemagne qui seule dut porter le poids de toute la

misère humaine. Dans le Reich comme dans tous les autres pays qui avaient pris part à la guerre, la masse des combattants croyait, en échange du sacrifice consenti de son sang et de ses biens, avoir droit à une amélioration de sa situation sociale. Souvenez-vous des promesses de Wilson. A la fin de 1918 un régime politique nouveau, en effet, avait succédé en Allemagne à celui du Kaiser. Les Alliés auraient dû avoir la sagesse de tendre la main au peuple allemand. Ils préférèrent l'écraser sous le poids des réparations. Ils condamnèrent ce grand peuple à la misère. Contre lui, ils multiplièrent les vexations, les humiliations. Comment dès lors, trompé et manœuvré par les ploutocrates victorieux de la finance internationale, le peuple allemand ne se serait-il pas tourné vers l'homme seul, vers l'homme « hors série » qui déjà sut tracer les voies de son salut?

Dès le printemps de 1919, après une succession d'expériences plus catastrophiques les unes que les autres, l'Allemagne démocrate déclarait impossible la réalisation du socialisme. Cependant les travailleurs démobilisés imposèrent l'adoption de l'assurance contre le chômage destinée à compléter l'œuvre sociale antérieure. Les premiers rudiments d'un droit du travail furent aussi complétés par l'introduction de la journée de huit heures, l'établissement général des contrats, des tarifs et l'organisation de l'arbitrage des conflits par l'Etat. A la même époque les syndicats réclamèrent une part d'influence prépondérante. L'action de ces syndicats au profit exclusif d'une classe sociale déclencha la plus violente des luttes de classes et divisa le peuple allemand en une infinité de partis, tous rivaux et ennemis. A cela s'ajouta la politique des salaires, tout à fait défectueuse et unilatérale, des syndicats auxquels le marxisme avait mis des œillères. C'est ainsi que salaires et prix enchérissant à l'envi commencèrent cette course à l'abîme qui allait aboutir à l'effroyable catastrophe de l'inflation. Des millions de braves épargnants perdirent ainsi toutes leurs économies si péniblement gagnées. De plus, la République sociale-démocrate, prise dans l'engrenage du parlementarisme, était de plus en plus tenue en lisière par le capitalisme, de sorte que

toute politique sociale réaliste lui devint impossible. Ainsi l'Allemagne, déchirée à l'intérieur, irrémédiablement affaiblie à l'extérieur, ne pouvait ni trouver une solution à ses problèmes sociaux intérieurs, ni opposer une barrière à l'exploitation avide de ses ennemis. Les puissances ploutocratiques, surenchérissant encore sur l'esprit de lucre du capitalisme, formulaient toujours de nouvelles exigences. Mais les paiements allemands en espèces et les réparations fournies en nature, en quantités immenses, tombaient dans un tonneau sans fond et ne purent protéger les puissances en proie au capitalisme, pourvues cependant de terres et de matières premières, de la crise qui les menaçait. Le système politique du traité de Versailles, tendu jusqu'à l'extrême limite, et le jeu raffiné des intérêts capitalistes avaient abouti à une inextricable confusion. Le capitalisme s'effondrait sur son or et n'était pas capable de donner à ses peuples du travail et du pain. Si les peuples bénéficiaires du traité de Versailles avaient à souffrir, quel spectacle pouvait bien présenter l'Allemagne, qui, elle, avait été pressurée jusqu'à l'extrême limite de ses ressources? Elle gisait là, exsangue, dépouillée, son économie ravagée jusque dans ses fondements!

La solution du national-socialisme.

Dans le chaos universel et à l'heure de la plus grande détresse de l'Allemagne, Adolf Hitler saisit les leviers de commande. « L'homme est un produit de son milieu, comme le sucre et l'alcool », écrivait à peu près M. Taine, historien très conservateur.

Issu de la contrainte et de la volonté de vivre, surgi sous sa géniale impulsion, le national-socialisme, fusion du peuple entier, unit dans une nouvelle communauté socialiste le peuple allemand, tout entier destiné à être ravalé au rang de prolétariat du monde ploutocratique. Grâce à l'union de tous les hommes désireux et capables de construire un ordre nouveau, le peuple allemand trouva un chemin pour sortir du chaos.

Dans une situation aussi désespérée que celle de

l'Allemagne, seules les forces d'un peuple ramassé sur lui-même et dressé tout entier au service d'une grande idée pouvaient conduire à la rénovation économique, culturelle et sociale.

Le point essentiel de ce nouveau mouvement est qu'il créa à l'intérieur du pays un socialisme révolutionnaire destiné à mener la lutte contre l'esprit de proie des puissances bourgeoises et à instaurer un ordre nouveau dans la confusion générale du capitalisme.

C'est le socialisme entièrement rajeuni fondé sur la communauté nationale.

C'est là le point essentiel que le Führer cherchait à rendre toujours présent, en toute clarté et toute simplicité, à l'esprit de son peuple :

« Sois heureux, mon cher compatriote, si dans le cadre de la communauté nationale tu peux gagner ton pain quotidien. Tu ne mérites pas cela parce que tu es là, de par ta propre force; tu le mérites parce que la communauté entière est debout derrière toi. Ce sont tes millions de compatriotes qui te permettent de jouir de la vie. Si tu étais seul, que serais-tu en ce monde? Toute ta culture intellectuelle, ta fortune, tes revenus, ton traitement, ton salaire, tu ne les as pas parce que tu es membre de cette grande communauté. Tu en es redevable à chaque individu. Le degré de civilisation à laquelle tu participes peut-être aujourd'hui, ce n'est pas aux générations actuelles que tu le dois, mais au travail d'innombrables générations qui t'ont précédé, aux millions d'ancêtres allemands qui souvent ont donné leur vie afin qu'aujourd'hui tu puisses vivre à ton tour. »

Toute lutte de classes fut définitivement supprimée; le combat fut entrepris contre la paresse et la domination des intérêts particuliers. Le travail fut apprécié et honoré. Tout Allemand eut droit à une tâche bien rétribuée. Les millions de chômeurs commencèrent de nouveau à travailler pour un salaire convenable, dans des locaux clairs et propres, et à des heures de travail bien déterminées. Chaque individu se sentait une partie du tout social et avait le sentiment réconfortant de pouvoir agir à nouveau et d'être nécessaire à la

communauté nationale. On triompha en fort peu de temps de la détresse matérielle et morale qui avait duré des années. Plus de lutte de classes, plus de misère sociale; nul ne manquait plus en Allemagne des choses indispensables à la vie, ainsi que c'était le cas en 1935 en Angleterre, d'après ce que rapporte l'écrivain Croning parlant de cette riche « démocratie » et de ses citoyens.

« Ils ne vivent pas, ils végètent. Ils vivent dans un état d'extrême faiblesse et de démoralisation. Ils portent un fardeau d'autant plus pénible à supporter qu'il accable les épaules les plus faibles et pèse sur les êtres les plus jeunes. »

Le peuple allemand, qui s'est uni dans la communauté de la résistance et a, dans ses modestes conditions d'existence, trouvé une nouvelle forme de vie, a recouvré en même temps le bonheur et la satisfaction. Un sens nouveau a été trouvé à la vie. Il le doit au sentiment qu'il travaille pour la communauté, afin que tous y puissent vivre dans l'aisance et le labeur assuré.

Avant toute chose le national-socialisme a compris les principales raisons des mesures sociales : exploitation du travail, chômage total et chômage partiel. Il a parfaitement réalisé qu'une aide définitive ne peut être possible qu'en réintégrant avant toute chose le travailleur dans le processus économique.

Reconstruction.

« Il est de notoriété publique que les mauvaises conditions sociales, surtout dans les grandes villes d'Allemagne d'avant 1933, avaient pris des proportions positivement imprévisibles. A cette époque, les hygiénistes et les sociologues, conscients de leur responsabilité, avaient réclamé une « indication sociale ». La relation étroite existant entre le problème des bonnes conditions hygiéniques et celui de la misère sociale fit comprendre que seule une réformation de l'esprit pouvait être d'une aide efficace. Là où règne la misère noire et en apparence sans issue, le cortège des maladies, conséquence

naturelle, fait son apparition. Et l'évasion de la vie en est la conclusion. Les moyens pris alors par la politique sociale s'avérèrent complètement inutilisables. Une commission américaine avait indiqué que la crise économique et tout d'abord la course victorieuse de la technique substituant la machine au travail manuel conduirait à de sérieux troubles, à moins qu'on ne hâtât les réformes sociales ou qu'on ne ralentît les créations mécaniques. Cette situation du marché du travail fait apparaître le lien unissant l'économie et la technique dans leurs rapports avec la condition sociale, problème dont la solution sous une forme ou une autre est inévitable dans presque tous les Etats du monde. Le développement économique du XIX^e siècle a déjà montré que les difficultés pour résoudre la question sociale ne cessaient pas d'augmenter. La puissance formidable des aspirations sociales des grandes masses du peuple de l'Allemagne vaincue se transforma en un dynamisme prodigieux. Face à ces problèmes incommensurables, l'Eglise même, malgré ses tentatives répétées, n'était pas apte à surmonter la misère sociale moderne. A l'époque de la technique, la misère des grandes masses augmenta à un tel point que cette situation ne pouvait plus être résolue par des initiatives privées. Pour cette raison, le parti national-socialiste, dans sa conception de l'assistance, a pris de nouveaux chemins. Il a créé, dans l'Assistance Publique nationale-socialiste (N. S. V.), issue elle-même du secours mutuel des membres du parti blessés ou poursuivis à l'époque de la lutte, une institution de bienfaisance embrassant tout le peuple. Face aux œuvres de prévoyance de l'Etat, cette institution a créé des secours supplémentaires et s'est adressée à toutes les personnalités allemandes d'une saine hérédité biologique pour participer à la distribution des allocations sans exiger d'elles d'être membres du parti. Le 3 mai 1933, la N. S. V. fut déclarée par le Führer la seule institution officielle du parti pour l'assistance et la prévoyance publiques.

Cette organisation de l'assistance devait maintenant démontrer que les nouvelles idées nationales-socialistes sur le monde et la vie pouvaient donner plus de résultats

que ne l'avaient pu faire jusqu'ici les anciennes conceptions sociales. Plus de onze années se sont écoulées depuis. Un regard jeté en arrière sur le travail exécuté fait voir que l'homme a été apprécié et traité comme personnalité, qu'une prodigieuse influence éducatrice a été exercée sur tout le peuple allemand, créant par-dessus toutes les classes un esprit de solidarité et forçant le possédant et le non-possédant à une estime réciproque.

Ce n'est pas, comme l'affirment le libéralisme et le marxisme, l'individu avec ses exigences et ses prétentions qui est le centre de la prévoyance, mais bien la totalité du peuple. Il ne s'agit pas du bien-être d'un particulier, mais de celui de la communauté. « *Nous ne disons pas aux riches : donnez aux pauvres ; mais nous disons : peuple allemand, aide-toi toi-même.* » (Adolf Hitler.)

Quand on connaît l'attitude du chancelier de Bismarck envers ces problèmes, on reconnaît facilement la différence qui existait entre la législation sociale d'alors et celle d'aujourd'hui. Jusqu'à quel point la rédaction définitive de cette précédente législation répondait-elle au désir du chancelier ne sera pas débattu ici. L'assurance-vieillesse des employés et des invalides avait pris en considération que le travailleur, grâce aux bonnes lois sociales, serait amené à voir dans l'Etat législateur une partie indispensable de la communauté publique. Toutefois l'opposition existant toujours entre le peuple et l'Etat ne disparut pas par ce premier système. Les deux fronts se dessinèrent plus clairement, les contradictions devinrent de plus en plus visibles. Les voix de gauche augmentèrent par la suite prodigieusement et devinrent enfin un symptôme décisif du mécontentement envers l'Etat qui croyait cependant jeter un pont entre le peuple et lui.

En général, on considérait la misère des grandes masses comme irrévocable. Et on s'y résignait ! Dans notre époque technique elle a le même visage que dans l'antiquité. Il n'y a que les dimensions qui diffèrent. Ce n'est qu'à l'époque de l'économie moderne et de la surpopulation que la situation devint si critique

que la seule issue possible de cette crise économique et sociale parut être aux yeux du capitalisme la destruction d'une puissance mondiale comme l'Allemagne. Le fait qu'il existait des régions étreintes par une misère millénaire indique les raisons de cette crise. Il est vrai que dans ces régions la misère fut adoucie par des mesures d'assistance sociale et par les œuvres de charité, mais elle ne fut pas supprimée. On voit donc de nouveau l'étroite relation du vieil ordre économique avec la politique sociale apaisante. Le point de départ du raisonnement social d'alors n'était pas l'homme mais la conception économique du capital. La misère ne fut pas abolie, la situation désespérée de certaines régions ne connut aucun changement économique. La guerre mondiale et les années qui suivirent et ce jusqu'à 1933 n'amenèrent qu'un accroissement de la misère, dont la conclusion fut la vertigineuse montée des exigences révolutionnaires et des divergences de classes parmi les peuples. L'Allemagne n'y avait pas échappé. Chaque mesure du national-socialisme fut vivement critiquée et accueillie avec grand scepticisme par ceux des concitoyens qui se tenaient encore à l'écart du mouvement. Les « déshérités de la vie » devenant des collaborateurs du national-socialisme, que voilà un bel exemple du changement radical opéré dans les idées !

Aujourd'hui l'Allemagne s'apprête à développer une nouvelle conception politique et sociale fondée sur la tradition « peuple et patrie » et qui du fond de l'âme presque « uniforme » du peuple donne la possibilité de résoudre la question sociale, de sorte que cette solution agisse synthétiquement entre le peuple et l'Etat. Pour le faire, il faut la collaboration du peuple et de l'Etat. Et la clef de la synthèse se trouve dans le peuple même.

C'est ainsi que dans le domaine économique on put par des mesures de grande envergure, propulsant l'enthousiasme du peuple et soutenues par les commandes de l'Etat — *l'argent de la communauté actionnant le travail de la communauté pour procurer le mieux-être à la communauté* — mettre en mouvement tout l'appareil de production du pays, ce qui eut pour première consé-

quence de résorber un très grand nombre de chômeurs.

Puis vinrent des mesures énergiques d'encouragement en faveur de l'agriculture, qui dut rassembler toutes ses forces en vue des batailles de la production méthodiquement organisées et veiller à ce qu'une nourriture suffisante fût fournie à chacun.

Ces mesures révolutionnaires et bien d'autres encore mirent si rapidement toute la machine en marche que déjà dès l'été 1933 le chômage avait commencé à régresser considérablement, et qu'il disparut définitivement quelques années plus tard.

Cette remise en activité de la vie économique permettait désormais d'envisager l'avenir et de prendre un nouveau départ pour une politique sociale vigoureusement menée. Déjà les premières étapes en pouvaient être franchies. La première mesure, et la plus féconde en résultats, fut, dès le début de l'été 1933, la fondation du « Front du travail allemand », association destinée à grouper tous les Allemands travaillant de leurs mains ou de leur cerveau, et affiliée au parti national-socialiste.

Le « Front du travail allemand » fut constitué grâce à la fusion des anciens syndicats, des anciennes associations d'employés, des associations patronales et de toutes autres organisations représentants des intérêts corporatifs. De tout cela on fit une organisation entièrement nouvelle, une véritable communauté de production de tous les travailleurs du peuple allemand.

Son rôle est présentement de veiller à ce que chaque individu soit mis à la place qui lui convient dans la vie économique de la nation et dans les dispositions physiques et morales qui lui permettent de développer au maximum ses capacités au profit de la communauté nationale. Le « Front du travail allemand » a donc supprimé les groupes d'intérêts et par là même la lutte des classes, les syndicats ouvriers et les associations patronales.

Le Service du Travail.

« Pour nous, le travail n'est pas un supplice, mais au contraire le plus grand bonheur que le Tout-Puissant ait pu nous donner, lui qui a mis dans chaque travailleur une étincelle divine de la puissance créatrice. »

HIERL, chef du Service du Travail,
au Congrès du Parti, à Nuremberg,
en 1937.

Le Service du Travail allemand fait partie des œuvres du national-socialisme qui, à l'étranger, ont soulevé de l'admiration et dont on a reconnu l'utilité, mais qui, par contre également, ont engendré de la méfiance et de l'opposition. L'étranger voit dans cette institution comme une sorte d'oppression, car il la considère avec l'esprit libéral dans lequel il a été élevé, et il estime très souvent que c'est aussi une institution créée pour profiter de la main-d'œuvre. Que n'a-t-on pas dit ici, chez nous, lors de l'instauration par décret du service obligatoire du travail pour les jeunes Français!

Cependant pour l'Allemand c'est une chose tout à fait naturelle, et qui ne peut plus être rayée de la vie nationale. La valeur de cette institution est surtout constituée par l'éducation qu'elle donne au peuple. Mais elle a aussi une très grande importance économique et nationale.

En automne 1933, pour liquider également la lutte des classes dans le domaine de la culture, on créait la communauté nationale-socialiste de « La Force par la Joie ». En fort peu de temps, cette organisation accomplit une véritable révolution dans la vie allemande tout entière, et ouvrit à l'ouvrier l'accès du vaste monde de l'art et de la culture.

Quelques mois après cette nouvelle création, le 20 janvier 1934, parut la *loi sur l'organisation du travail national*. Elle donnait les idées directrices suivant lesquelles devait être réalisé désormais l'idéal communautaire aux lieux mêmes où jusqu'ici la lutte des classes avait sévi avec le plus d'intensité, c'est-à-dire à

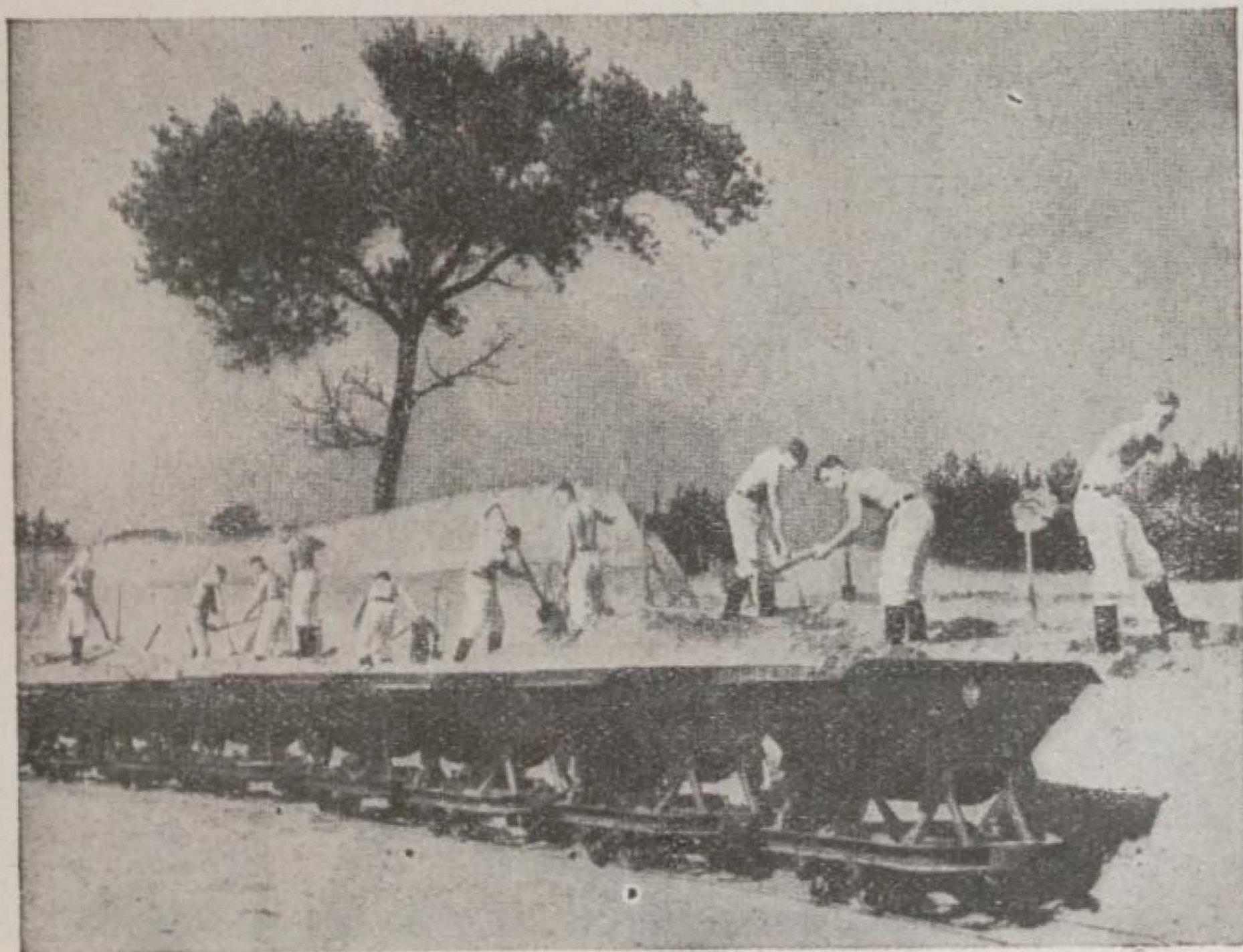
l'atelier et à l'usine. Ce faisant, la loi n'intervient pas dans les détails de la vie de l'ouvrier, elle établit simplement les principes sur lesquels le travail doit être organisé dans l'entreprise. Déjà le premier paragraphe annonce le changement total qui sépare l'ancien état de choses du nouveau :

« Dans une entreprise, l'entrepreneur d'une part, en tant que chef de l'entreprise, et les employés et les ouvriers d'autre part, en tant que membres de la communauté, travaillent en commun au profit de l'entreprise, et pour le bien commun du peuple et de l'Etat. »

Depuis qu'il a été établi que patrons et ouvriers travaillent désormais en commun, l'inimitié, jusqu'ici existante entre ces deux partis, s'est évanouie et la lutte des classes a été supprimée. Mais un autre point est plus important encore : *Patrons et ouvriers travaillent dans l'entreprise pour le bien commun du peuple et de l'Etat*. Tandis que jusqu'ici les ouvriers travaillaient pour le propriétaire ou pour les actionnaires, maintenant patrons et ouvriers travaillent en commun pour la communauté nationale. A l'absence de responsabilité collective des associations d'employeurs et de salariés, se sont substitués maintenant le devoir de fidélité personnelle et la responsabilité de la direction de l'entreprise et du personnel qui y travaille. En même temps, cette loi sur l'organisation du travail national donne la possibilité de résoudre, à l'intérieur même de la communauté d'entreprise, par des mesures de prévoyance privées, d'importantes questions sociales ainsi que celles qui concernent plus directement la marche de l'entreprise. La « communauté d'entreprise » est devenue la cellule initiale de la future organisation sociale. Et la force vivante de cette « communauté d'entreprise » a construit un ordre social où les expériences pratiques de la vie quotidienne débordent la sèche théorie de la loi et favorisent la naissance d'un climat « humain ». Le droit écrit n'est plus qu'une modeste base, de loin dépassée par le développement social évoluant et progressant en pleine vie pratique. D'ores et déjà, dans les conditions



Jeunes gens du Service du Travail à l'œuvre.





...Les marais devenus prairies fertiles en sont le résultat.





*Pour le paysanat allemand, chaque région
prévoit un modèle de petite ferme en rapport
avec l'architecture du pays...*



*Après le travail de la journée, la paysanne
retrouve, à la nursery du village, son enfant
tout joyeux...*

étriquées de l'époque de transition, ont été réalisées des conquêtes fondamentales et grandioses pour l'édification d'un futur édifice social.

Politique sociale nationale-socialiste.

La politique sociale nationale-socialiste ne se contente pas de venir en aide à ceux qui sont dans le besoin. Elle organise la vie du peuple de façon à ce qu'aucun citoyen qui a accompli sa tâche vis-à-vis de la communauté ne tombe dans la misère. Chaque individu constituant un élément de la nation, et son meilleur capital, la politique sociale se penche avec la même sollicitude sur le sort de toutes les parties du peuple. Les revenus et les prix ont fait l'objet de réglementation. On envisage pour l'après-guerre la garantie d'un niveau de vie correspondant aux besoins de chaque citoyen grâce à l'établissement d'un *système des salaires raisonnables*. L'existence sociale ne doit sous aucun prétexte être menacée par des conjonctures économiques. *C'est l'économie qui doit être au service de l'homme, et non l'homme au service de l'économie*. De plus l'œuvre de prévoyance qui s'occupe de créer pour chaque famille un foyer sain et agréable, cette œuvre que la guerre a interrompue en pleine action sera reprise par une large *politique sociale de construction*, qui permettra en même temps de soustraire le problème du logement à toute spéculation financière. Aujourd'hui déjà *un service d'hygiène et de santé*, pourvu de nombreuses installations, veille au bien-être de chacun. Une assurance-vieillesse, établie sur de larges bases, assurera les vieux jours de tous les Allemands.

Outre ces réalisations dans le domaine de la vie matérielle et de la santé, on a mis, dès le début de la révolution sociale en Allemagne, les trésors culturels à la portée du peuple tout entier. Même le domaine de l'art pur, qui auparavant était réservé à une élite très restreinte, a été rendu accessible à toutes les classes de la société. C'est dans ce but que l'on a créé des terrains de sport, des piscines, des lieux de repos, des théâtres



et de nombreux autres lieux de récréation et reliquaires de la civilisation. De plus on a présenté à chaque citoyen allemand dans tous les domaines qui ont trait à l'aménagement de sa vie privée, comme par exemple l'art de s'habiller d'une façon rationnelle et avec goût, ou l'art d'aménager un intérieur confortable, des exemples choisis et on lui a offert, à des prix modérés, des produits de choix.

On a fait appel à l'initiative de chaque individu; ses qualités professionnelles et intellectuelles ont été développées grâce à une éducation appropriée. Il est tout naturel que chaque Allemand ait à sa disposition toutes les possibilités de développement qui correspondent à ses facultés. *La politique sociale est devenue en Allemagne une œuvre de grande envergure : elle s'applique au peuple tout entier et organise la vie de la nation d'une manière équitable et digne ; elle permet la collaboration de tous les citoyens et veille à leur avenir en leur donnant une bonne instruction et de bonnes possibilités de départ. La politique sociale nationale-socialiste n'est pas simplement une politique des salaires ; c'est elle qui donne une forme et un sens à la vie allemande.*

Le rôle de la personnalité dans le nouvel ordre social.

Chaque membre de la communauté allemande a la possibilité de développer et de mettre en valeur ses aptitudes.

Tandis que le pseudo-socialisme marxiste imprégné de libéralisme, dans sa volonté de tout niveler, aboutit à noyer l'individu dans une masse amorphe et que le bolchevisme étouffe chez lui toute initiative personnelle, l'ordre social national-socialiste favorise délibérément le développement des diverses aptitudes. Il recherche et rend possible le développement des valeurs personnelles. C'est essentiellement sur la valeur de la personnalité qu'est fondé le nouvel ordre social. Le libéralisme, par contre, parle sans doute d' « égalité », mais dans la réalité de la vie quotidienne il pense aux prérogatives de la fortune; car l'éducation elle-même, sous le régime

libéral, est uniquement le privilège des classes possédantes, ainsi que le montre l'organisation de l'enseignement en Angleterre.

En prêchant l'égalité absolue entre les hommes et leur soumission totale à l'action externe du matérialisme historique, les marxistes aussi préparent d'ailleurs — sciemment ou non — les conditions d'un chaos racique où l'individu, réduit à la dimension d'un atome passif, serait tout naturellement abandonné à l'arbitraire de la caste dirigeante.

Ici, comme ailleurs, le marxisme ne fait que transposer sur un autre plan les vices fondamentaux de la société capitaliste, laquelle sort également du rationalisme mécaniciste de l'Encyclopédie.

Les nationaux-socialistes, au contraire, font confiance aux énergies vitales que recèle la race blanche. Passionnés d'unité et de création, ils recherchent dans l'âme profonde de leur peuple les constantes spirituelles qui lui permettront de réaliser l'équilibre constructif entre la pensée et l'action, entre la personne et la communauté, entre la liberté et le destin.

Dans l'Etat national-socialiste, chacun a la possibilité d'acquérir une instruction en rapport avec ses dons naturels, de développer au mieux ses capacités personnelles et d'acquérir au cours de sa carrière et grâce à son travail la place de choix qui lui revient. Aucune prérogative de rang ou de fortune ne doit décider de la situation de l'individu dans la société; seuls son savoir-faire et son apport à la communauté nationale doivent entrer en ligne de compte. C'est également dans ce but que le nouveau système des salaires, qui sera valable pour le Reich tout entier, appréciera et rémunérera le travail accompli selon un barème déterminé et reconnu comme équitable par la communauté nationale. A rendement et responsabilité accrus, correspondra un salaire plus élevé. A des capacités plus étendues, correspondront une situation plus importante et une responsabilité plus grande. Ce sont ces principes qui détermineront la structure organique de la société et ses personnalités dirigeantes. Ce principe du rendement exige comme condition préalable que chaque indi-

vidu ait la possibilité de faire ses preuves et de s'imposer par son travail. C'est pourquoi la communauté nationale-socialiste garantit à chacun le droit au travail. Chaque membre de cette communauté est assuré de trouver un travail qui corresponde à ses facultés. Du fait que tout Allemand est intégré à la communauté nationale en fonction de son apport physique, intellectuel ou artistique, le travail a acquis en Allemagne une nouvelle valeur éthique. Il libère en quelque sorte l'individu, alors que l'application politique du marxisme aboutit à son écrasement par une caste dirigeante, judaïsée et chez qui l'intellect, hypertrophié au détriment des forces de l'âme, s'acharne à dominer une masse indifférenciée. Abstraction faite de leur caractère de propagande, les concessions superficielles que le Kremlin accorde aujourd'hui à la liberté individuelle et à l'originalité ethnique des nations fédérées de l'U. R. S. S., constituent peut-être la timide reconnaissance d'une revanche des réalités organiques sur l'arbitraire des systèmes abstraits. Mais rien de plus. Dans le national-socialisme le travail a cessé de jouer le rôle de simple gagne-pain dans la lutte pour la vie, auquel il était réduit jusque-là. Le système libéral et capitaliste, par contre, parle, il est vrai, de « liberté », mais en réalité il laisse végéter des millions de chômeurs qui sont dépourvus de toute liberté personnelle, et place ceux qui travaillent dans un état d'inquiétude constante au sujet de leur situation et dans une complète dépendance vis-à-vis de leurs patrons. L'ordre nouveau national-socialiste *a non seulement libéré le travailleur du joug oppresseur que faisaient peser sur lui les prérogatives de fortune, de rang et de classe, mais il lui a encore conféré le droit au travail et une existence assurée ; il a fait don au travailleur allemand du plus beau cadeau que la vie puisse lui faire, à savoir le libre épanouissement de sa personnalité qui lui permet ainsi de donner toute sa mesure et d'y trouver une satisfaction intérieure, ainsi que la collaboration qui doit mener la communauté nationale à la plus belle prospérité économique et culturelle.*

L'auto-responsabilité sociale.

L'étranger qui a connu l'Allemagne d'avant 1933 et qui a eu l'occasion de la revoir quelques années plus tard, n'a pu s'empêcher de manifester son étonnement devant les gigantesques et radicales transformations sociales qui y ont été effectuées au cours de ces quelques années. Comment avait-on pu réaliser dans le Reich de tels progrès en si peu de temps ? Comment l'Allemagne avait-elle fait tout cela ?

Chacun se rendait compte qu'une réforme radicale venait de s'accomplir et qu'un nouveau et puissant courant de politique sociale animait le peuple allemand tout entier. Ce n'était pas simplement des décrets et des lois qui accordaient à l'un des avantages au détriment de l'autre. Un esprit nouveau animait patrons et ouvriers. Le pays tout entier, jusqu'au plus perdu des villages, était sorti de sa léthargie grâce au Führer et aux milliers de ses collaborateurs sortis des rangs du parti ouvrier national-socialiste allemand. Une nouvelle communauté fondée sous la devise : *L'intérêt général prime l'intérêt particulier*, animait le pays et l'enthousiasmait. Les travailleurs intellectuels et manuels allemands se groupèrent au sein de l'organisation du Front du Travail allemand. Cette organisation devint la représentante de l'ordre nouveau dans le domaine social en se fixant pour but de réaliser une véritable communauté nationale groupant tous les Allemands. Pour la réalisation pratique, deux choses étaient d'une importance fondamentale :

D'abord : *les rapports entre la législation et le progrès social*. Il y a là une différence essentielle avec les autres pays, car en Allemagne ce n'est pas le législateur, mais le travailleur qui, au contact de l'expérience quotidienne, détermine la voie à suivre dans le domaine social. Les dizaines de milliers de collaborateurs bénévoles du Front du Travail allemand, sortis des rangs des ouvriers, des employés et des chefs d'entreprise connaissent bien les différentes possibilités d'application de certaines revendications justes et opportunes. Elles s'imposent alors comme des coutumes sociales et reçoivent finalement leur consécration de l'Etat, qui les fixe sous forme

de lois. C'est ce qui explique le fait que dans certains domaines de l'organisation sociale allemande, il n'existe pas encore de dispositions légales, mais seulement des dispositions anciennes.

Le gouvernement national-socialiste, véritable gouvernement populaire, ne veut pas simplement forcer l'ouvrier ou le patron allemands à faire telle ou telle chose, mais il donne une impulsion grâce à des directives d'ordre général et laisse à leur propre initiative toutes les possibilités d'améliorer ce qui existe déjà et de créer, d'innover, dans tous les domaines.

Afin de permettre la recherche de solutions sociales véritablement pratiques, raisonnables et justes, on a fait appel à l'initiative et à la responsabilité du personnel.

Il existe entre patrons et salariés une collaboration à l'organisation sociale, et par conséquent aussi à l'organisation économique de l'entreprise, sur la base d'une « auto-responsabilité sociale ». Afin d'introduire un certain ordre dans cette collaboration entre patrons et salariés, notamment en ce qui concerne la solution des questions qui se posent à l'intérieur de l'entreprise, et que des suggestions, des critiques et des vœux issus de la pratique parviennent au législateur, on a créé certaines institutions garantissant une organisation rationnelle, telles que celles des « hommes de confiance de l'entreprise », « conseils d'entreprise », « commissions de travail », « curateurs de travail », etc...

Indépendamment de cette organisation de l' « auto-responsabilité sociale » et par delà, tous les ouvriers et employés de l'entreprise jouissent encore des possibilités les plus variées de participer à l'œuvre sociale et économique et de collaborer, dans la mesure de leurs forces, au développement de l'organisation politique, économique et sociale. A cet effet, les institutions suivantes ont été créées :

Le Service des propositions d'amélioration dans l'entreprise et les compétitions sociales.

Le Service des propositions d'amélioration dans l'entreprise est une organisation du Front allemand du

Travail, qui permet à chaque travailleur de faire parvenir des propositions tendant à l'amélioration de certaines conditions du travail ou de l'organisation générale de l'entreprise. Il veille également à ce que chaque proposition soit équitablement examinée, appréciée et récompensée. Des primes élevées et des distinctions honorifiques sont prévues pour des propositions d'amélioration ou des inventions particulièrement remarquables.

Cet exemple montre l'interprétation en Allemagne de la politique économique et de la politique sociale au profit de la collectivité.

Les compétitions servent le même but, à savoir l'encouragement au progrès social et à la capacité de rendement économique. C'est ainsi que chaque entreprise peut, par la libre décision de son chef et du personnel, participer à la compétition nationale des entreprises dans le domaine du rendement et se mesurer avec les autres sur le plan du progrès social. En outre la participation exige que l'entreprise paye des salaires convenables, qu'elle dispense une formation professionnelle appropriée aux apprentis, qu'elle encourage l'avancement des sujets doués, qu'elle assure l'hygiène et la santé grâce aux soins d'un médecin attaché à l'entreprise et que la question des congés payés soit réglée. Les lieux de travail doivent présenter toutes les garanties d'hygiène, et le personnel doit avoir la possibilité de pratiquer les sports. En outre l'entreprise doit mettre à la disposition de son personnel des logements sains et confortables.

Ces compétitions permettent aux entreprises qui ont le plus parfaitement réalisé l'idéal national-socialiste de la communauté d'obtenir la distinction nommée « entreprise modèle nationale-socialiste », distinction valable pour un an et susceptible d'être regagnée dans une nouvelle compétition. Une sorte de « Ruban bleu » à l'efficiencce. Comme distinction intermédiaire, il existe le « diplôme régional pour réalisations remarquables »; en outre, « la médaille d'honneur pour foyers et logements modèles », « la médaille d'honneur pour participation remarquable à la Force par la Joie », « la médaille d'honneur des petites entreprises modèles » et « la

médaille d'honneur pour réalisations remarquables dans le domaine social ». C'est ainsi que, grâce à cette compétition librement consentie, de nouvelles possibilités sociales sont sans cesse créées et développées; et que l'idée de communauté et de collaboration sur le plan social du chef d'entreprise et du personnel est stimulée et réalisée.

Tandis que la compétition des entreprises dans le domaine du rendement présuppose l'existence de certaines réalisations sociales au profit des travailleurs, la « compétition professionnelle de tous les travailleurs allemands » cherche à développer les qualités professionnelles de chaque travailleur et à lui donner la possibilité de montrer ce qu'il sait faire. Tout travailleur peut participer à cette compétition dans sa catégorie professionnelle. Des encouragements et des avantages spéciaux sont réservés à ceux qui ont fait preuve au cours de cette compétition d'un savoir professionnel remarquable.

La Révolution monétaire.

Quand, en 1933, le national-socialisme commença à déblayer les ruines de l'économie allemande effondrée, il se posait à son entendement, par ordre de grandeur, différents points : redonner une activité au pays dans le cadre de ses possibilités, procurer immédiatement du travail à tous les ouvriers inoccupés dans le cadre des industries paralysées, résorber le chômage ancien. Il y avait en effet à cette époque plus de six millions de sans travail administrant ainsi la preuve de l'échec total de l'économie libérale. Car à quoi bon parler de réglementation des salaires et annoncer tapageusement des mesures spectaculaires si le travailleur se trouve à la rue sans emploi ! Il fallait donc employer des formules neuves adaptées aux possibilités allemandes du moment et qui excluaient cependant tous les anciens errements. *Il fallait serrer de près les réalités, les étreindre directement sous des disciplines techniques, des disciplines économiques et des disciplines sociales ressortissant du service public effectif* et non du seul profit évanoui dès cette époque et sans espoir de retour.

Comment réaliser un tel programme? Comment faire face au besoin de trésorerie immédiat qui devait permettre le paiement du personnel, le paiement des matières premières? Comment échapper au capital de spéculation ou aux misères de l'emprunt? *Il fallait à la fois construire et non pas étendre le mal, ne pas se livrer pieds et poings liés aux exigences des banquiers internationaux, risquant de faire perdre le contrôle de l'économie intérieure.* Ne pas non plus recourir à la pratique si chère aux gouvernements ploutocratiques qui consiste à déverser des monceaux d'argent entre les mains de parasites et d'aventuriers n'ayant ni goût, ni notion de l'économie réelle et du service public qu'elle constitue quand elle reste saine. Il n'entre pas dans notre dessein de nous étendre ici sur le système financier employé par le Reich, *mais il nous faut dire, parce que c'est une vérité saisissante, que l'Etat national-socialiste a su aménager la circulation, le volume et le contrôle de sa monnaie en l'adaptant aux besoins réels de la nation et aux circonstances diverses de sa remise en marche.* Son système de monnaie intérieure gagée sur sa capacité productive, « brisant les chaînes de l'intérêt », lui a permis de libérer son peuple de l'odieuse tyrannie de l'or.

L'or change de mains et sert à toutes les fins, et même à perdre un pays. Le patrimoine national réel au contraire, du moment qu'il sert de base à une monnaie-travail (que seul le travail multiplie suivant ses vrais besoins), contrôle pratiquement le volume monétaire et le circuit de « sa » monnaie concrète, puisqu'il ne peut cesser normalement de faire corps avec elle, et qu'elle ne peut non plus être détachée de lui sans perdre son caractère de capital-vif, de capital-travail et perdre ainsi toute valeur.

La valeur vive du patrimoine national constitue un élément de garantie; elle permet immédiatement l'établissement d'une monnaie gagée sur lui et c'est le travail effectif qui permet la rentabilité vivante qui, par l'accroissement des richesses vraies, permet (après avoir assuré à tous les travailleurs de quoi gagner leur vie, au lieu de recourir au chômage si pernicieux, si immoral, si dépri-

mant) de « réaliser » ce capital-travail ainsi avancé et de le rembourser.

Ce patrimoine réel, que le travail accroît effectivement et non abstraitement par un gonflement de capital-mort, ne servira pas seulement à gager un titre d'échange-papier; il servira aussi à étayer la valeur de la monnaie extérieure-or, en consolidant la balance commerciale si gravement compromise, et en provoquant des échanges accélérés qui permettent la répartition des richesses entre les peuples et leur accroissement indéfini pour tous.

On n'a jamais voulu faire jouer directement la loi naturelle de l'*offre et de la demande* sans l'intermédiaire d'une monnaie abstraite qui a sa vie à part de, et souvent contre, l'économie réelle.

C'est là un élément de la catastrophe mondiale.

On a voulu ignorer que *toute économie saine se résoud en fait en « travail et troc »*.

C'était trop simple. Des intérêts privés devenus artificiels, qui ne regardaient que leur existence immédiate, parasitaire, ont préféré laisser venir la catastrophe, se basant sur on ne sait quel miracle qui pourrait l'empêcher, sans se rendre compte qu'ils provoqueraient ainsi leur propre disparition.

*
* *

La réussite du programme de l'économie nationale-socialiste nous prouve que la vérité est bien dans la formule : *travail et troc*.

Qu'a fait le gouvernement du Reich? *Il a pu créer sa formidable armée.*

Il a pu faire la guerre sans or. Il a pu remonter du plus grand désespoir économique au plus haut sommet de production connu en dépit même de l'encerclement économique.

Il a dynamisé son économie intérieure. Il a créé des possibilités d'échange chez lui. Il s'est procuré des devises uniquement lorsqu'il était dans l'obligation d'acheter des stocks de matières premières, qu'il ne pouvait se procurer sur son sol, ni obtenir par voie de

troc et de clearing, à cause du véritable blocus économique que déterminaient la crise mondiale et les entraves des protectionnismes.

N'avons-nous pas vu des industriels hors du Reich : en Amérique, en Angleterre, en France même, arrêter leur fabrication et acheter en Allemagne pour alimenter leur clientèle? Pourquoi? C'est que les produits vendus par l'Allemagne étaient fabriqués à très bon compte par le travail et non affligés, par le parasitisme du capital-mort et de la spéculation, de prix de revient et de vente excessifs.

N'était-ce pas l'aveu de l'échec du programme capitaliste?

Et on ne voulait pas en convenir...

La preuve la plus éclatante nous a cependant été fournie par le résultat de la politique financière nationale-socialiste.

En 1933 l'économie allemande occupait 11,5 millions d'ouvriers et d'employés, en août 1939, par contre, 21,8 millions. Ainsi, en six ans, le nombre des travailleurs s'était accru d'environ 10 millions, et ceci en dépit de l'instauration du service obligatoire du travail allemand et de la réorganisation de la Wehrmacht. On avait redonné du travail non seulement à tous les chômeurs, mais en outre à des milliers de « chômeurs cachés » qui, désespérant de retrouver du travail, ne s'étaient pas inscrits au chômage sous l'ancien régime.

Il y a à peine un siècle les hommes d'Etat les plus éminents résonnaient comme nos arrière-grand'mères en disant : « On ne verra jamais de voitures sans chevaux. » Les chemins de fer, les automobiles et les avions se moquent de leurs prévisions pessimistes et nous sommes obligés de conclure, sous l'avalanche de faits sans nombre, que souvent ce qui nous paraît impossible aujourd'hui devient possible demain.

Il n'y a pas de liberté vraie où il n'y a pas de liberté pour tout le monde, où l'homme est l'esclave de l'homme, où l'Etat capitaliste dispose de la vie et des biens. Seule la société socialiste, mettant le travail et l'économie au service de ceux qui cultivent la terre et travaillent dans les usines, assure la liberté réelle à tous, même si parfois,

et surtout en temps de guerre, comme c'est le cas, l'Etat doit intervenir et intervenir jusqu'à la contrainte pour que chacun mis à sa place puisse servir le plus utilement la communauté.

Augmentation des salaires.

On dit toujours que si l'homme n'a pas l'aiguillon de la faim il deviendra paresseux. En disant cela on oublie la nécessité de se nourrir, de se vêtir, de se loger; on oublie également que la paresse n'est pas l'effet d'un homme sain. On n'a qu'à observer les enfants qui ignorent le repos. Pendant les années de l'essor social en Allemagne, avant cette guerre qui a forcément interrompu le cours de l'expérience, une augmentation régulière des salaires a permis à chacun des membres de la communauté de s'assurer avec un travail bien réglé, nécessaire à sa santé physique et morale, la sécurité du foyer et l'organisation de sa joie.

Le revenu du travail était :

En 1932, d'environ 26 milliards de marks.

En 1938, d'environ 43 milliards de marks.

Il est évident que cette augmentation sensible s'explique en partie par l'accroissement du nombre des travailleurs, mais au moins un tiers de cette augmentation est due à une élévation des salaires, au passage dans les catégories supérieures de salaire, etc... Les chiffres suivants prouvent qu'en même temps le niveau de vie de la population a augmenté : de 1933 à 1937, le chiffre d'affaires des magasins de détail passa de 21,2 milliards de marks à 30,9 milliards. Dans le même temps le chiffre d'affaires des magasins de mobilier a plus que doublé. Mais il est encore plus convaincant de constater que les dépôts aux caisses d'épargne sont passés de 9,9 milliards à la fin de 1932, à 55 milliards en 1942, bien que, dans une certaine mesure, cet accroissement des économies du peuple allemand provienne de l'impossibilité d'utiliser à plein la puissance d'achat depuis le début de cette guerre. Le fait également qu'entre 1933 et 1942 le nombre de gens possédant un poste de

radio est passé de 4 millions 1/2 à 16 millions, et que dans le même laps de temps le nombre de spectateurs dans les cinémas a augmenté d'environ 700 millions, sont des preuves indiscutables d'une amélioration notable du standard de vie de l'ouvrier allemand.

Le travailleur et sa famille.

Un des plus grands penseurs de l'antiquité, Aristote, a écrit : « L'homme est un animal politique. » La science sociale de notre temps d'accord avec la vie développe cette vérité en y ajoutant et en la complétant par cette constatation d'évidence majeure que l'homme est avant tout et surtout un être social. *La conception bourgeoise de la vie ajourne ou méconnaît cette vérité première et fondamentale au moins lorsqu'elle-même n'est pas en cause.* Elle ne reconnaît en dehors d'elle que l'individu. *Elle sacrifie l'intérêt de tous à l'égoïsme individuel. La majorité des producteurs à la minorité des parasites.* C'est précisément la grandeur du national-socialisme et l'aspect le plus émouvant de sa tâche que d'avoir su assigner au peuple allemand des buts qui justifiaient qu'on vive et qu'on travaille pour les atteindre. Alors on a pris un nouveau goût à fonder une famille, à avoir des enfants. Quand la famille apprend qu'un peuple entier veille au rétablissement des enfants, à leur valeur morale et physique, quand une femme retourne à sa tâche essentielle de mère, quand l'homme n'a pas besoin de s'occuper du ménage, mais peut travailler comme il le désire, alors il est naturel qu'une famille dont on fait cas reconnaisse également l'Etat. L'Etat devient là la meilleure famille. La cité sociale s'édifie. *Le socialisme prouve alors qu'il est sorti du domaine de la théorie pour rentrer dans celui de la pratique, non avec des arguments, mais dans les faits.* C'est même la raison pour laquelle le monde capitaliste anglo-américain s'acharne contre l'Allemagne socialiste. *Les capitalistes ne peuvent pas admettre qu'une société basée sur le travail libre, qu'une industrie financée par une monnaie libre puissent exister. Ils craignent la*

contagion de l'exemple pour leur peuple qui reste asservi à la malfaisance de l'or et du capital.

Afin de venir en aide au jeune couple au moment où il fonde un foyer, on créa le prêt au mariage. Ceci avait pour but de faciliter à ceux qui voulaient se marier l'installation de leur intérieur. Tout Allemand qui jouit de ses droits de citoyen, qui est héréditairement sain, peut, quelle que soit l'importance de son revenu, recevoir le prêt au mariage. Ce prêt peut atteindre jusqu'à 1.000 RM et ne comporte pas d'intérêts. Le remboursement a lieu par paiement mensuel d'une valeur de 1 %. A la naissance de chaque enfant vivant il est accordé une remise de 25 % du montant total du prêt. En outre, après la naissance d'un enfant, le paiement des amortissements peut, sur demande, être interrompu pendant une période allant jusqu'à douze mois. De juin 1933 au 1^{er} mars 1943, il a été versé presque 2 millions de marks en prêts au mariage.

Les allocations pour enfants constituent une autre mesure importante d'aide à la famille. Ces allocations sont versées à partir du troisième enfant et pour tous les autres enfants mineurs qui sont au foyer, sous la seule condition que le postulant soit héréditairement sain. L'allocation est de 10 RM par mois pour chaque enfant. En 1940, il fut payé environ 80 millions de marks au titre de ces allocations.

Enfin, il existe encore une allocation pour l'instruction enfantine. Elle est également accordée sans tenir compte de l'importance du revenu ou de la situation de fortune de la famille. Elle est créée au profit de toutes les familles allemandes héréditairement saines et non asociales qui comptent au moins quatre enfants, afin de pourvoir au défraiement des frais d'école, d'entretien, de voyage et des fournitures scolaires.

Les femmes seules et les grands blessés de la guerre la reçoivent dès la naissance du premier enfant. Ainsi on est certain que les familles nombreuses pourront donner à leurs enfants une bonne formation, et que les enfants des grands blessés de guerre ou des tués recevront en tout cas une instruction conforme à leurs dons et à leurs penchants.

A cela s'ajoute une réduction sensible des frais scolaires dans les écoles secondaires. Les écoles communales et primaires sont, bien entendu, absolument gratuites. La réduction des frais scolaires s'applique aux familles à partir de deux enfants, et lorsque la famille compte quatre enfants, les frais scolaires de celui qui poursuit ses études dans une école secondaire sont réduits de moitié.

On vient encore en aide aux familles nombreuses en leur accordant des réductions appréciables sur les chemins de fer du Reich, des réductions d'impôts, tout ceci constituant un soulagement non négligeable pour la famille. Par exemple, un ouvrier marié, père de trois enfants et gagnant 250 RM par mois, paie, comme impôt sur le salaire, six fois moins qu'un ouvrier célibataire qui gagne la même somme.

Enfin les familles nombreuses jouissent encore de nombreux avantages, tels que des allocations familiales pour les employés des services publics et de nombreuses entreprises privées; des indemnités familiales pour les soins médicaux, dentaires et pharmaceutiques, des suppléments pour les enfants auprès des assurances sociales, des facilités pour l'acquisition d'une demeure particulière, etc.

Mais la plus grande attention est apportée à l'assistance de *la mère et de l'enfant*.

A cet effet, on a créé depuis le 28 février 1931 une œuvre d'assistance appelée « La Mère et l'Enfant » qui est devenue une des branches les plus importantes du domaine social N. S. V. Cette œuvre a pour but d'aider à maintenir la mère et les enfants en bonne santé. L'œuvre d'assistance « La Mère et l'Enfant » a construit et pris à sa charge des maisons de repos pour les mères et les enfants, des jardins d'enfants, des dispensaires et des centres de puériculture pour les jeunes mamans; elle s'occupe aussi d'envoyer les enfants des villes à la campagne, etc...

Cette puissante organisation est le fondement de l'assistance populaire nationale socialiste. Un simple examen de ses réalisations nous apprend qu'à la fin de 1942, l'œuvre avait créé plus de 30.000 de ces centres

d'assistance qui ont prodigué l'aide la plus complète à près de 10 millions de mères et d'enfants.

En plus de ces centres d'assistance proprement dite, il existe déjà environ 25.000 centres de puériculture et dispensaires pour nourrissons, dirigés par des docteurs et des fonctionnaires du service de santé. Ainsi les mères allemandes ont à leur disposition environ 55.000 centres de puériculture de sorte que chaque maman peut sans beaucoup de peine en trouver un à proximité de son logis.

En collaboration avec les centres d'assistance de l'œuvre « La Mère et l'Enfant » travaillent les centres sanitaires communaux de la N. S. V. Jusqu'à la fin de 1942, il existait plus de 7.500 de ces centres, pourvus d'infirmières communales de la N. S. V. Ils ont effectué à eux seuls 14,5 millions de visites pour les soins à domicile, et donné plus de 2,7 millions d'heures de consultation.

De plus on a prévu et créé des services spéciaux pour les femmes enceintes et les femmes en couches, qui donnent à ces femmes les soins nécessaires pendant les couches et leur indiquent toutes les possibilités d'assistance. De 1935 à la fin de 1942, ces services se sont occupés de plus de 2 1/2 millions de femmes enceintes et en couches.

Pour apprécier tout ce travail il faut considérer que depuis la prise du pouvoir on s'était attaqué progressivement à des tâches diverses et que chaque mesure prise représentait une amélioration sociale pour le peuple allemand. Ce n'est pas notre but de détailler les différentes tâches de l'Assistance publique nationale-socialiste. Ce qui a été accompli jusqu'ici fait comprendre à l'observateur objectif les raisons qui ont redonné au peuple allemand la joie de vivre perdue pendant la débâcle. La courbe ascendante de la natalité en est la meilleure preuve. Un regard jeté sur le développement de la mortalité infantile donne également des résultats positifs. La mortalité infantile tomba dans un court délai de 8,3 % en 1931 à 6 % en 1939. On pourrait répliquer à cela que la mortalité infantile dans ces dix dernières années coïncidait avec le moment de la plus



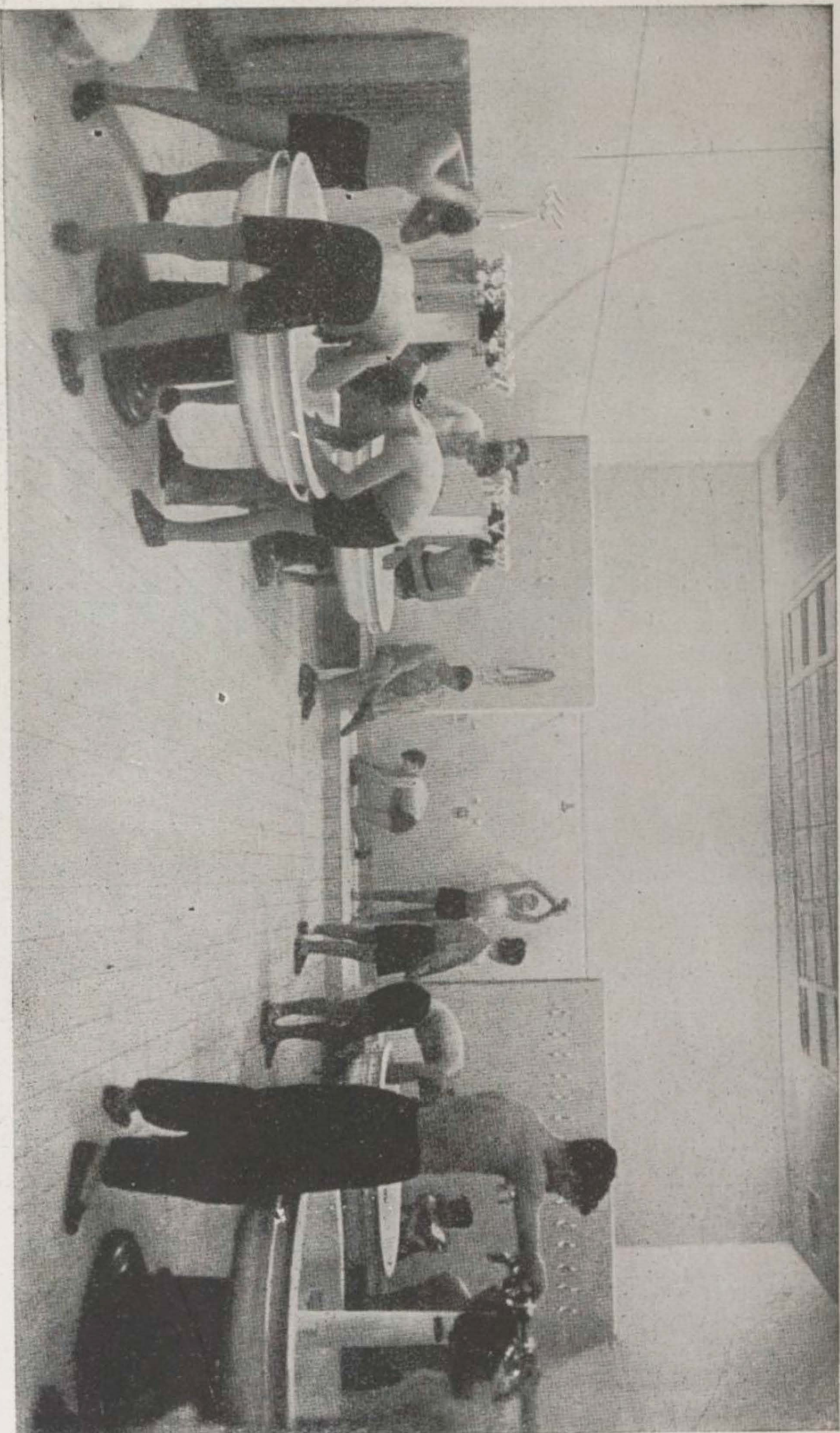
La cour d'honneur d'un château ? Non, une usine modèle nationale-socialiste.



Le travail n'est plus une corvée dans un décor gai, pimpant...



...où hommes et machines rivalisent d'entrain et de propreté...



La journée finie, une bonne douche remet chacun en bon état...

grande misère économique. Contre cet argument il faut indiquer que cette baisse ne représentait toujours que des dixièmes de pourcentage, mais jamais plus de 1 1/2 %. Il faut y ajouter que les familles nombreuses ont beaucoup augmenté depuis 1933. L'expérience nous apprend que la mortalité des nourrissons est beaucoup plus forte dans les familles nombreuses. Car dans les petites familles les soins hygiéniques sont beaucoup plus faciles à donner que dans les autres. Rien qu'à cause de cette considération, il faut envisager la faible baisse de la mortalité infantile comparée à celle d'autrefois comme un succès d'importance. L'œuvre « La Mère et l'Enfant » de la N. S. V., « l'Œuvre des femmes allemandes », ainsi que l'administration sanitaire du Reich peuvent prendre ce succès à leur compte. Le fait qu'en 1934 sur les 79,105 cas de mort parvenus dans la première année de la vie, plus de la moitié atteignaient le premier mois, avait dicté des mesures nécessaires pour un travail pratique. En conséquence, dans les bureaux de consultation, on attacha la plus grande importance aux soins prénatals.

Les règlements édictés par le national-socialisme pour protéger la femme enceinte qui travaille sont inégalés dans le monde entier. La nouvelle loi sur la protection des mères, du 1^{er} mai 1942, promulguée en pleine guerre, qui ne s'applique pas seulement aux femmes travaillant dans les entreprises ou administrations de toute sorte, mais aussi aux paysannes et aux travailleuses à domicile, interdit tous les travaux susceptibles de nuire à la santé de la mère et de l'enfant. Par exemple, une femme enceinte ne doit pas être astreinte à soulever et porter des colis de plus de cinq kilogs, sans que son salaire puisse être diminué. Depuis le début de la grossesse jusqu'au quatrième mois après la délivrance, il est défendu à son patron de la congédier et d'exiger d'elle plus de huit heures de travail par jour. Si une femme enceinte ne quitte pas sa place d'elle-même, elle bénéficie d'un congé de six semaines avant l'accouchement et de six semaines après (huit semaines dans le cas où la mère allaite l'enfant). Tant que dure cette inactivité la femme reçoit chaque semaine la totalité

de son salaire de base, c'est-à-dire au moins 2 RM par jour. En outre la mère qui allaite reçoit jusqu'à la vingt-sixième semaine une prime d'allaitement journalière de 0,50 RM.

Les mères qui travaillent et ont besoin de repos, les paysannes, les femmes des combattants du front et les veuves de guerre peuvent être envoyées prendre un repos, par les soins de l'organisation « Le Repos des mères ». Cette organisation dispose de nombreuses maisons de repos situées dans les contrées les plus belles et les plus salubres de l'Allemagne. Depuis 1934, plus de 500.000 mères accompagnées de plus de 50.000 nourrissons ou enfants en bas âge ont profité du repos dans ces maisons.

L'œuvre d'assistance pour les nourrissons et les enfants en bas âge s'attache plus spécialement à combattre la mortalité infantile et les maladies des nourrissons. Au cours de la guerre son champ d'action s'est trouvé considérablement agrandi par l'introduction des mesures sanitaires préventives, telles que la distribution de Vigantol et de Vitamine C.

Les garderies d'enfants, où ceux-ci sont surveillés, soigneusement nourris, soignés physiquement et moralement selon leur âge, remplissent une tâche non moins importante. En 1942, il y avait plus de 30.000 de ces garderies soit permanentes, soit temporaires (pour la durée des moissons) disposant d'environ 2 millions de places et d'un personnel spécialisé et auxiliaire de presque 74.000 personnes.

Le national-socialisme a principalement orienté son attention vers l'enfant en pleine croissance. La nouvelle loi sur la protection de la jeunesse, du 30 avril 1938, interdit formellement le travail infantile et a reporté de 16 à 18 ans les mesures de protection. Les enfants au-dessus de 12 ans peuvent être employés à des travaux faciles tels que des courses, coups de main dans les manifestations sportives, mais jamais plus de deux heures par jour, et seulement entre 8 et 19 heures.

Les jeunes gens entre 14 et 18 ans peuvent au maximum travailler huit heures par jour, sous réserve que les heures d'enseignement dans les écoles profession-

nelles soient comprises dans ces huit heures et payées. Le travail de nuit et celui de fin de semaine, c'est-à-dire entre le samedi 14 heures et le lundi 6 heures sont formellement interdits. Grâce à l'action commune de la direction de la jeunesse, du Front allemand du Travail et du commissaire au travail du Reich, les vacances payées pour les jeunes gens entre 14 et 18 ans furent portées à quinze jours, et pour les jeunes gens au-dessus de 16 ans à douze jours ouvrables. Il faut encore mentionner dans ce domaine les organisations qui s'occupent de donner un repos bienfaisant à la jeunesse, en envoyant à la campagne les enfants des grandes villes, et qui depuis la guerre ont pris en charge l'entretien des enfants évacués des zones bombardées. Entre septembre 1939 et décembre 1942 ces organisations furent à même de donner à 2 millions d'enfants un séjour agréable et reposant.

Reste à signaler l'aide à la jeunesse de la N. S. V. Cette œuvre s'occupe des soins à donner aux enfants et aux pupilles, elle donne des conseils au sujet de l'éducation et apporte une aide effective par la création de foyers pour la jeunesse.

Que ce soit un homme ou une femme qui travaillent à ces tâches sociales de la N. S. V., cette tâche est toujours politique et populaire en même temps, par quoi le fond du travail social reçoit son expression. Celui qui, dans les régions écartées, veut faire une politique sociale nationale-socialiste selon les conceptions de la N. S. V., doit bien comprendre qu'il n'a pas à réaliser les désirs égoïstes de ceux qui ne sont d'aucune utilité pour la communauté, mais il doit surtout s'adresser à des hommes d'une saine hérédité biologique. C'est ici que se lève l'avenir du Reich. On attend du jeune homme qu'il transmette plus tard les idées de la présente génération et qu'il choisisse comme ligne de conduite une conception de la vie dans laquelle l'homme soit le représentant de l'Etat. L'accomplissement de son devoir en tant que liberté morale ne conduit nullement à l'ascétisme mais à la joie de vivre.

C'est ainsi que la N. S. V. seule effectue un travail considérable. Mais cette activité multiple et qui se

manifeste dans tous les domaines n'est en réalité possible que parce qu'en dehors du personnel technique indispensable, des assistants et assistantes volontaires, par centaines de mille, consacrent leurs loisirs à l'idée de la communauté allemande. Il en est de même pour le côté financier, car l'argent provient d'innombrables petits dons et de souscriptions volontaires. Presque chaque Allemand, qu'il soit ouvrier, artiste ou ministre, aide plusieurs fois par an la N. S. V. en quêteant dans la rue le tronc à la main et en faisant appel au sacrifice volontaire de chacun pour la communauté.

Parmi les créations qui en temps de paix exprimaient le même sentiment, il faut inclure le dimanche du plat unique. Il sera rétabli, de même que le jour de la solidarité nationale, après la victoire européenne. Quel symbole de joyeuse camaraderie représente ce simple repas qui fait se retrouver un dimanche par mois 80 millions d'êtres ! Ce repas du « plat unique » est déjà entré dans les mœurs, il répond à la manière de voir de tout citoyen qui exécute son travail de secours d'hiver, non pas en zéléteur acharné, mais joyeusement, avec optimisme et pour lequel, qu'il soit donateur ou assisté, la N. S. V. est une affaire personnelle. La loterie des « Secours d'hiver » est également utile dans ce but. Les lots séparés coûtent 50 Pfennig et jouissent d'une grande faveur. Et à l'époque des grandes chasses d'hiver, la N. S. V. reçoit une part du produit des battues.

De cette façon l'organisation gigantesque a fait revenir tout le peuple au nouvel État. Cette union qui a créé la solidarité de toute une nation dans les durs moments d'une crise économique, gardera toute sa force dans des temps meilleurs. Sa valeur réside dans le fait d'avoir donné au peuple allemand une tâche éducative des plus importantes. Il faut chercher exclusivement la raison qui décida du succès de cette œuvre dans la manière dont elle fut exécutée. C'est pourquoi, dès la première année, elle porta, grâce à son haut symbole, le caractère de la véritable entr'aide sociale et politique que le national-socialisme réalise également dans la pratique. Voici déjà huit ans que dure ce travail. Les résultats nous montrent qu'il ne s'agit pas

là du charme de la nouveauté, car chaque année accuse une hausse importante par rapport à l'année précédente. Le tableau ci-dessous nous donne un aperçu convaincant :

1933-34.....	358.136.000 RM
1934-35.....	367.425.000 RM
1935-36.....	364.499.000 RM
1936-37.....	415.151.000 RM
1937-38.....	418.988.000 RM
1938-39.....	566.352.000 RM
1939-40.....	680.717.000 RM
<hr/>	
Total.....	3.171.268.000 RM

Le calcul des rentrées de l'œuvre des Secours d'hiver allemands pour 1940-41 vient de se terminer. La somme produite est de 916.241.000 RM. Cette hausse correspondant à l'augmentation progressive des revenus publics démontre que la générosité reste toujours semblable. Si en 1933-34 l'œuvre représentait en quelque sorte une action massive nécessitée par le grand nombre d'indigents, dans les années suivantes, par contre, tout son poids se concentra sur une saine politique d'assistance familiale. Si la totalité des assistés comportait en 1933-34 une moyenne mensuelle de 253 personnes pour 1.000, en 1934-35, il n'y en eut que 211, en 1938-39 seulement 104 sur 1.000 habitants. Au surplus, ce dernier chiffre porte le poids des très mauvaises conditions économiques qui affligeaient la Ostmark et le pays des Sudètes. Pour plus de clarté, voici un tableau comparatif. Dans les secours d'hiver en 1938-39, on ne comptait dans l'ancien Reich que 90 assistés sur 1.000 habitants, dans la Ostmark 157 pour 1.000 habitants, au pays des Sudètes, 267 sur 1.000. Dans la première année de guerre, en 1939-40, la « W. H. W. » a secouru une moyenne de 75 sur 1.000 habitants chaque mois. On peut bien affirmer que même pendant la guerre l'amélioration progressive des conditions sociales représente une force jusqu'ici inconnue et atteste encore qu'en pleine tourmente les conditions sociales dans

l'Allemagne nationale-socialiste n'ont pas empiré, comme c'est le cas ordinairement. C'est justement les provinces de la Ostmark et des Sudètes qui se sont surtout montrées généreuses. Tandis qu'en 1939-40, on comptait par tête une moyenne de 34,3 Pfennig, c'est 91,1 Pfennig que chaque habitant de la province de Salzbourg, par exemple, a apportés à la sixième collecte publique du Reich. Les résultats furent tout aussi bons dans les autres nouvelles provinces de la Marche de l'Est. L'encaisse en 1933-34 pouvait, pour ainsi dire, être considérée comme une balance établissant le degré de misère régnant dans les familles nécessiteuses. Ainsi de nouvelles tâches, selon ces principes salvateurs, se développèrent au sein de l'assistance publique nationale socialiste.

De cette façon se trouvèrent réalisées les paroles du Führer :

... Nous montrerons au monde entier et à notre peuple que pour nous, Allemands, le mot « communauté » n'est pas un mot vide de sens, mais qu'il contient réellement pour nous une obligation morale.

L'œuvre sanitaire.

Parallèlement, pour l'œuvre sanitaire gigantesque qui a été conduite, le commissaire à la santé du Reich a à sa disposition 1.100 fonctionnaires dans tous les districts des villes et des villages et 2.000 médecins principaux.

Afin de protéger la santé du peuple allemand, il fut promulgué une loi interdisant le mariage en cas de maladies afin de protéger la race allemande en veillant à ce que son sang reste pur. En conséquence, ce décret interdit tout mariage entre Allemands et Juifs.

D'autres mesures importantes pour le maintien de la santé publique sont : les visites régulières des médecins et dentistes aux élèves des écoles, les soins dentaires accordés gratuitement à des classes entières de jeunes, l'examen radioscopique d'importants groupes de popu-

lation et, en cas de tuberculose, un traitement approprié et une aide économique.

Dans d'autres pays d'Europe, par exemple en Norvège, en Slovaquie et en Roumanie, les médecins allemands ont également procédé à l'examen de la population aux rayons Röntgen.

Une autre réalisation importante pour le maintien de la santé publique est l'engagement de médecins dans les entreprises et le développement de la médecine du travail et du rendement. Le médecin d'entreprise doit non seulement traiter les malades, mais encore s'occuper des bien portants. Il leur rend visite sur les lieux mêmes et constate l'effort demandé par tel ou tel travail. Les nouveaux ouvriers sont examinés afin d'empêcher qu'on leur confie une tâche au-dessus de leurs forces. En outre, tout le personnel est examiné régulièrement. Ainsi les jeunes gens sont garantis contre un travail trop épuisant, les femmes travaillant dans l'entreprise sont l'objet de précautions sanitaires préventives, on surveille soigneusement la nourriture fournie par l'entreprise ainsi que les lieux de travail, les camps et les locaux d'habitation.

Cette surveillance médicale fournit des indications précieuses au médecin d'entreprise qui peut conseiller la pratique de tel ou tel sport dans le cadre de l'organisation sportive. Enfin, si cela devient nécessaire, le médecin accorde une permission de détente, dont les frais peuvent être pris en charge par l'« Œuvre de Repos du Reich » (Reichserholungswerk), moyennant quoi l'ouvrier qui a besoin de repos peut être envoyé aux frais des assurances sociales dans un sanatorium pour une cure. Mais le médecin s'occupe aussi du moral du personnel et peut aider grandement à stimuler la volonté de lutte pour la vie, en conseillant à l'ouvrier un moyen de détente, la participation à un travail culturel, à des réunions, la fréquentation de camarades appropriés...

Le service des médecins d'entreprise fait partie du domaine du Front du Travail allemand dont le bureau « Hygiène et santé publique » s'occupe du travail sanitaire dans les entreprises. Au début de 1943, on comptait en Allemagne 4.300 médecins pour 5.800 entreprises.

Avant la prise du pouvoir par le national-socialisme

la société allemande comme au reste toutes les sociétés bourgeoises — et Dieu sait que dans ce domaine nous tenons aussi nous autres Français une large part — était basée sur l'égoïsme aveugle le plus complet. En outre se dénombrait une petite minorité de possédants condamnés à vivre — comme le sont les nôtres — isolés du peuple qui les craint et qui les méprise. Par ailleurs l'immense majorité des producteurs ouvriers et paysans était condamnée aux travaux fastidieux qui minent leur santé : *Le travail sans joie dans l'atelier sans lumière*, comme l'a dit notre Maréchal. Travaux accompagnés des nombreuses maladies qui en sont la conséquence ou des accidents professionnels adjacents sur le fond grisaille de la grise vie ouvrière quotidienne. L'alcoolisme régnait, où l'ouvrier surmené cherchait un oubli de sa vie misérable avec au bout, trop souvent, pour les enfants, la tuberculose, fille de la crasse et de la misère. Là aussi tout était à faire, là aussi tout était à reprendre. « *La vie de nomades sans terre, sans toit*, le Maréchal l'a reconnue, telle est la condition prolétarienne. *Il n'y aura pas de paix sociale tant que durera cette injustice* ». Le national-socialisme pour sa part l'a compris et le monde entier a rendu hommage à tout ce qui a été fait dans le domaine de l'hygiène et de la lutte contre les épidémies, dans la construction des villes et des maisons salubres, dans les soins apportés aux nourrissons, dans le traitement des maladies, dans l'assurance-maladie qui est véritablement un chef-d'œuvre.

C'est ainsi par exemple que dans le domaine de la science sociale l'Allemagne nationale-socialiste offre indiscutablement — de tous les pays du monde — le système le mieux équilibré et le plus efficace dans la lutte contre les maladies.

Les assurances contre la maladie.

Les prestations effectuées par les *assurances-maladie* comprennent le secours aux malades et aux accouchées, l'aide aux familles et l'indemnité de décès. Dans les assurances-maladie, les versements en argent liquide

sont calculés d'après le salaire de base : on appelle ainsi la partie de la rétribution du travail, correspondant à un jour du calendrier, en ne comptant cependant le salaire que jusqu'à la limite de 10 RM. Si ce montant est dépassé il n'est plus considéré comme base. Le salaire de base peut être établi soit d'après les statuts de la caisse-maladie, soit d'après le salaire véritable des différents assurés, soit d'après des échelles de salaires ou des catégories professionnelles. Comme base de calcul, on peut aussi prendre le salaire local à la place du salaire de base. Les assurances-maladie s'appliquent à trois cas : la maladie, l'accouchement et la mort.

L'aide en cas de maladie comprend les soins aux malades, l'indemnité de maladie, les soins donnés dans une maison de santé à domicile et les secours pendant la convalescence. Les soins sont donnés dès le début de la maladie et comprennent le traitement médical, les produits pharmaceutiques et médicaments de toute espèce. Dans le cas où l'assuré ne peut travailler, par suite de la maladie, et ne continue pas à recevoir son salaire, il touche, à partir du quatrième jour de la cessation de son travail, une indemnité de maladie se montant à la moitié du salaire de base. En vertu des statuts de la caisse-maladie, l'indemnité de maladie peut être augmentée, grâce à des suppléments, pour les assurés qui sont soutiens de famille. En général, l'indemnité de maladie peut être versée pendant une période de vingt-six semaines; cependant, cette période peut être prolongée jusqu'à un an, en vertu d'un décret du ministre du Travail du Reich, du 20 mai 1941. A la place des soins et de l'indemnité de maladie, une cure ou un traitement dans une maison de santé peuvent être accordés. En pareil cas, les membres de la famille de l'assuré qui sont à sa charge ont le droit de recevoir un secours s'élevant à la moitié de l'indemnité de maladie. Les statuts de la caisse-maladie peuvent augmenter ce secours jusqu'aux deux tiers de l'indemnité de maladie, et même ajouter des suppléments, lorsque l'assuré a plus d'une personne à sa charge. Néanmoins, il ne faut pas que la totalité du secours et des suppléments dépasse l'indemnité de maladie fixée par les statuts. Les assurés qui n'ont pas

droit à ce secours peuvent toucher une indemnité de maladie supplémentaire qui va jusqu'à la moitié du montant officiel et est généralement appelée « argent de poche ».

Lorsqu'un assuré n'est plus malade au sens défini par le R. V. O. il peut lui être accordé des soins de convalescence, comme par exemple l'hospitalisation dans une maison de convalescence, pour un séjour qui pourra durer jusqu'à un an après la fin de la maladie proprement dite.

Les allocations prévues par le R. V. O. en ce qui concerne les femmes sont : les soins donnés par la sage-femme, les médicaments et produits pharmaceutiques, un versement unique de 10 RM, une indemnité d'accouchement et d'allaitement et, si nécessaire, des soins médicaux. Les statuts des caisses-maladie peuvent augmenter sensiblement, en durée et en valeur, les prestations de l'aide aux accouchées.

La loi du 17 mai 1942 pour la protection de la mère qui travaille (loi de protection de la mère) est d'une importance capitale en ce qui concerne l'octroi de l'aide aux accouchées. Cette loi accorde à toutes les femmes qui travaillent et qui donnent des enfants à la patrie, malgré les conditions de vie de plus en plus difficiles, une protection spéciale et des facilités étendues. Les femmes auxquelles s'applique la loi de protection de la mère, et qui sont en même temps assujetties aux assurances contre la maladie, touchent les indemnités d'accouchement et d'allaitement prévus par ladite loi; quant aux autres prestations de l'aide aux accouchées, elles doivent être accordées à ces femmes conformément aux prescriptions du R. V. O., sans qu'il soit nécessaire que la période d'attente soit remplie; le paiement des indemnités d'accouchement et d'allaitement prévues par la loi sur la protection de la mère supprime du même coup tout droit existant à obtenir les indemnités similaires prévues par le R. V. O. L'indemnité d'accouchement est payée pendant les six semaines qui précèdent la naissance et les six semaines qui la suivent et s'élève à une somme correspondant au salaire moyen des treize dernières semaines ou des trois

derniers mois; le minimum est de 2 RM par jour. Pour les mères qui nourrissent leur bébé, l'indemnité d'accouchement est versée pendant huit semaines après la naissance et dans le cas de naissance avant terme pendant douze semaines. L'indemnité d'allaitement prévue par la loi sur la protection de la mère s'élève à 0,50 RM par jour et est versée jusqu'à la fin de la vingt-sixième semaine après la naissance.

L'aide à la famille comprend les soins familiaux en cas de maladie, les secours à la famille en cas d'accouchement et l'indemnité en cas de décès. Les soins en cas de maladie sont donnés dans la même mesure que les soins aux assurés, pendant une période qui peut durer jusqu'à treize semaines. On comprend sous la rubrique aide à la famille en cas d'accouchement les prestations correspondantes : l'indemnité d'accouchement se montant à 0,50 RM par jour et l'indemnité d'allaitement à 0,25 RM par jour. Les statuts des caisses-maladie peuvent porter le montant de ces sommes à la moitié de l'indemnité de maladie touchée par l'assuré.

L'indemnité en cas de décès s'élève à vingt fois le salaire de base au décès de l'assuré. Les statuts de la caisse-maladie peuvent porter ce versement jusqu'à quarante fois le montant du salaire de base. Il est également possible de fixer un montant minimum de 50 RM proportionnel.

Les assurances contre les accidents.

Les prestations des assurances-accidents sont des prestations en nature et en argent en cas de blessure, des prestations en cas de mort par accident et des prestations spéciales. Tandis que, depuis le début des assurances-accidents, il était question « d'accidents d'exploitation », la sixième loi du 9 mars 1942, portant modification aux assurances-accidents, a introduit la notion « d'accident du travail ». Celle-ci remplace désormais entièrement la notion antérieure « d'accident d'exploitation ».

Les prestations en nature, en cas de blessure, se

divisent en soins donnés aux malades et en assistance professionnelle. Les soins comprennent le traitement médical, les médicaments et autres remèdes, les appareils de prothèse, d'orthopédie et autres, et les soins. L'assistance professionnelle comprend la rééducation professionnelle, en vue de rétablir ou d'augmenter la capacité de travail, et également l'aide accordée en vue de trouver un nouveau travail.

Les prestations en espèces, en cas de blessure, comprennent les pensions aux blessés, les indemnités de maladie, journalières et familiales. L'assuré touche une pension, s'il y a une incapacité de travail totale ou partielle, ou tout au moins une diminution fonctionnelle de 20 %. Le montant de cette pension s'élève aux deux tiers du salaire annuel (pension totale) tant que le blessé est entièrement hors d'état de travailler. Tant qu'il est atteint d'incapacité partielle, il touche la part de la pension totale proportionnelle à la diminution de sa capacité de travail (pension partielle). Cependant, pour le calcul de la pension totale, on ne tient généralement pas compte de la partie du salaire dépassant 7.200 RM. Les grands blessés (avec une incapacité de travail de 50 % et plus) touchent pour chaque enfant, jusqu'à sa dix-huitième année révolue, un supplément qui se monte à 10 % de la pension. La totalité de cette pension, y compris les suppléments pour les enfants, ne doit cependant pas dépasser le montant du salaire annuel. La pension du blessé n'est pas accordée lorsque l'incapacité de travail ne dure pas au delà de la treizième semaine. Dans un cas semblable, il est versé une indemnité de maladie, calculée selon les prescriptions des assurances-maladie. Si le blessé est hospitalisé dans une maison de santé, il perd son droit à la pension de blessé ou à l'indemnité de maladie; il touche en pareil cas une indemnité journalière. Les membres de la famille du blessé par accident touchent une indemnité familiale, dont le montant est égal à la pension qu'ils toucheraient en cas de décès de l'assuré.

Les prestations en cas de mort par accident comprennent l'indemnité de décès et les pensions aux survivants. L'indemnité de décès représente un quinzième du

salaire annuel. Un décret du ministre du Travail du Reich, en date du 12 avril 1941, a fixé le montant minimum de l'indemnité de décès à 100 RM pour les décès survenus après le 31 mars 1941. Dans les assurances maritimes contre les accidents, le montant de l'indemnité de décès est calculé d'une façon spéciale. Les pensions aux survivants sont versées aux veuves ou veufs, aux orphelins et aux parents. La pension de veuve s'élève à un cinquième du salaire annuel; elle peut être augmentée jusqu'aux deux tiers du salaire annuel lorsque la veuve a perdu la moitié au moins de sa capacité de travail, par suite de maladie ou d'infirmités. Dans le cas d'un remariage, la veuve a la possibilité de conclure une transaction. La pension aux orphelins est d'un cinquième du salaire annuel et payable jusqu'à la dix-huitième année révolue. Les membres ascendants de la famille qui étaient à la charge du défunt touchent, tant qu'ils sont indigents, une pension appelée pension aux parents. La totalité des pensions aux survivants ne doit pas dépasser les quatre cinquièmes du salaire annuel.

Les prestations spéciales des assurances-accidents comprennent des allocations en nature, comme l'admission dans une maison pour invalides ou dans un orphelinat, ou l'acquisition d'appareils orthopédiques ou encore des arrangements forfaitaires. Dans le domaine des assurances-accidents, les règlements en vue de la prévention des accidents, ainsi que leur application, ont pris une importance toute particulière, afin d'éviter à l'avance des accidents qui ont pour conséquence de paralyser pour un certain temps, ou même pour toujours, des forces humaines précieuses.

Les assurances-pensions.

Dans le cadre des *prestations régulières des assurances sociales pensions*, certaines pensions sont accordées, c'est-à-dire des pensions d'invalidité dans les assurances-invalidité, des pensions de retraite dans les assurances des employés, ainsi que des pensions aux veuves, aux

veufs et aux orphelins, sous forme de pensions aux survivants, des remboursements de cotisation et des soins médicaux. Pour obtenir ces pensions il faut, pour que le cas prévu par l'assurance se présente, que la période d'attente soit expirée et que l'assuré ait reçu le titre de pension. Le cas prévu par l'assurance est une invalidité durable ou temporaire en ce qui concerne les assurances-invalidité, et une incapacité de travail durable ou temporaire en ce qui concerne les assurances des employés, ceci pour pouvoir obtenir la pension d'invalidité ou la pension de retraite. Le cas de décès ou de disparition de l'assuré donne droit à la pension versée aux survivants. La pension de veuve est soumise à certaines conditions; la pension aux orphelins est versée en principe jusqu'à l'âge de 18 ans révolus. On appelle période d'attente le nombre minimum de semaines de cotisation dont l'assuré doit justifier pour avoir droit à une pension. La loi du 15 janvier 1941, introduisant des mesures nouvelles dans les assurances du Reich, par suite de la guerre, et la seconde loi du 19 juin 1942 sur l'amélioration des prestations dans les assurances-pensions font bénéficier les combattants et les victimes du travail de certains avantages quant à l'accomplissement de la période d'attente. Celle-ci est considérée comme accomplie pour les assurés qui sont tombés au champ d'honneur ou qui, par suite de blessures contractées en service spécial ou au service militaire, sont devenus invalides ou ont perdu leur capacité de travail; la même clause s'applique aux assurés qui, après le 1^{er} mai 1942, sont devenus invalides par suite d'un accident du travail, ou ont été privés de leur capacité de travail, ou sont morts. En vertu de la loi d'amélioration des pensions du 15 janvier 1941, le droit à la pension est considéré comme acquis à la suite du versement de toutes les cotisations qui doivent être payées du 1^{er} janvier 1924 jusqu'à l'expiration de l'année du calendrier suivant la fin de la guerre, à condition que le cas prévu par l'assurance ne se soit pas produit avant le 26 août 1939.

La *pension d'invalidité* et la *pension de retraite* se composent du montant de base, du montant augmenté

et des suppléments pour charges de famille. Le montant de base annuel, d'après la loi sur l'amélioration des prestations dans les assurances-pensions du 24 juillet 1941, s'élève pour toutes les catégories d'assurés aux assurances-pensions à 156 RM et aux assurances des employés à 444 RM. Le montant augmenté dépend de l'importance des cotisations versées et son calcul varie suivant le procédé de versement adopté (retenue globale ou système des timbres).

D'après le second décret sur la simplification des retenues faites sur le salaire, décret du 24 avril 1942, le montant augmenté — par le procédé de retenue globale — dans les assurances-invalidité, est de 1,2 % du salaire, mais au maximum d'un salaire de 3.600 RM par an; dans les assurances des employés il est de 0,7 % du salaire jusqu'à 7.200 RM par an. Pour les employés en Autriche et dans les territoires de l'ancienne Tchécoslovaquie intégrés au Reich, le montant d'augmentation s'élève à 1,2 % du salaire. Dans les cas où le système des timbres continue à être appliqué, le montant de l'augmentation est basé sur la catégorie à laquelle appartiennent les cotisations. Pour les combattants, le calcul du montant d'augmentation se fait de façon spéciale et en leur faveur. Le supplément pour charges de famille s'élève, en général, pour chaque enfant, à 10 RM par mois, conformément à la seconde loi sur l'amélioration des prestations dans les assurances-pensions, d'après des montants spéciaux de base ou d'augmentation, et dans les assurances des employés elles s'établissent d'après une fraction de la pension de retraite.

Dans les assurances des employés, un remboursement des cotisations est effectué au décès de l'assuré et en cas de mariage; dans les assurances-invalidité, il n'est effectué qu'en cas de mariage. Lorsqu'il s'agit de mariages célébrés après le 1^{er} mai 1942, il n'est pas nécessaire que la période d'attente soit écoulée ni le titre de pension attribué, conformément à la seconde loi d'amélioration des pensions du 19 juin 1942. Un *traitement médical* peut être accordé aux assurés ou à leurs survivants, si l'on espère pouvoir de cette manière enrayer

une invalidité ou une incapacité de travail menaçantes, ou encore rétablir la capacité de travail.

L'assurance-pensions dans les mines, chef-d'œuvre de la protection sociale.

Le décret sur la nouvelle réglementation de l'assurance-pensions dans les mines du 4 octobre 1942, et le décret d'application du 22 février 1943 ont remanié l'assurance sociale-pensions dans l'industrie minière, qui est devenue *l'assurance-pensions des mineurs*. Les prestations régulières de ces assurances sont la pension du mineur, la pension intégrale du mineur, l'indemnité du mineur, les pensions aux survivants, la prime du dévouement du mineur, le remboursement des primes et le traitement médical. Dans les assurances-pensions des mineurs, il n'y a pas, comme dans les assurances-invalidité ou des employés, de montants de base.

La pension du mineur et la pension intégrale du mineur se composent du montant d'augmentation, du supplément de prestation pour travail d'extraction au fond et de l'allocation pour charges de famille. Les pensions allouées aux survivants sont les pensions de veuves, les pensions intégrales de veuves et les pensions aux orphelins. Ce qui est nouveau dans les assurances-pensions des mineurs, c'est avant tout l'idée de l'indemnité du mineur et de la prime de dévouement du mineur. Le mineur de 50 ans révolus touche l'indemnité du mineur qui a payé trois cents primes mensuelles, si pendant cette période il a exécuté, pendant au moins cent quatre-vingts mois d'assurance, des travaux ressortissant essentiellement à la profession de mineur, et s'il a reçu son titre de pension.

La prime de dévouement du mineur est une récompense pour les assurés qui, après 50 ans révolus, exécutent encore un travail d'extraction au fond; elle est échelonnée par rapport aux conditions variables de travail dans les différentes sortes de mines.



*Un modèle de cantine d'entreprise
où il fait bon prendre ses repas...*



*...cuits bien à point, dans des
cuisines ultra-modernes, sous l'œil
vigilant du maître-coq.,*



*Les jeunes filles, par les travaux
des champs, participent aussi au
service civique du travail...*



... tandis que l'Assistance Nationale-Socialiste prend, sur toute l'étendue du territoire, les enfants en charge, au cours de promenades saines, en plein air...

Mais le national-socialisme est encore allé beaucoup plus loin et, à côté des possibilités de défense contre la maladie et de l'aide matérielle apportée pendant le cours de la maladie ou pour pallier à l'invalidité, il a pris une série de mesures préventives pour le maintien et le développement de la santé, laissant à Staline le soin de s'écrier vainement peu de mois avant cette seconde guerre mondiale : « L'U. R. S. S. est le pays qui peut s'enorgueillir de posséder le plus grand nombre de sanatoria ».

L'assurance-maladie allemande, qui comptait en 1943 soixante ans d'existence, embrasse environ 70 % de la population du Reich, tant en assurés individuels qu'en membres d'une même famille. Depuis longtemps déjà, son organisation et les services qu'elle rend ont servi de modèle à des organismes semblables dans beaucoup d'autres pays du globe. Elle a cependant été encore considérablement améliorée sous le régime national-socialiste.

C'est ainsi, nous l'avons vu en détail, que le traitement médical et la fourniture des médicaments sont accordés pour un temps illimité, tandis que dans toutes les autres assurances-maladie du monde il est de règle qu'ils cessent de l'être juste au moment où, dans le cas de maladie d'une certaine durée, ils seraient le plus nécessaires. De même, le paiement de l'indemnité de maladie et les soins donnés dans les maisons de santé ne sont plus temporaires, mais continués jusqu'à ce que soit retrouvée la capacité de travail, si du moins l'on peut s'attendre à ce qu'elle le soit dans un temps plus ou moins long.

Ce sont là des prestations uniques au monde et qui donnent au travailleur allemand plus de sécurité qu'à aucun autre des pays européens. Aux Etats-Unis, en revanche, pays riche et ploutocratique, les ouvriers se sont vu refuser jusqu'à ces tout derniers temps une assurance-maladie convenable.

Mais, dira-t-on, qu'a-t-il été fait pour donner à chaque Allemand la possibilité d'utiliser judicieusement ses facultés et ses aptitudes naturelles?

On accuse souvent les socialistes d'être des utopistes. Nous serions, nous autres socialistes français, sans doute comme nos camarades nationaux-socialistes allemands, des rêveurs, des chimériques, des imaginatifs! « Vous voulez changer la société, assurer à tout le monde le bien-être et l'égalité sociale, vous oubliez la nature humaine! L'homme est méchant, égoïste, vous n'y changerez jamais rien! » Là encore il faut dire que l'argumentation de nos contradicteurs ne repose sur aucun argument valable. L'instruction publique, le développement des moyens d'information, la vulgarisation littéraire et scientifique sont autant de facteurs de changements, autant de fenêtres ouvertes sur une vie nouvelle et meilleure : *le développement intellectuel d'une société de producteurs travaillant pour le bien-être de tous et de chacun.*

C'est ainsi que tout d'abord l'instruction publique, dont la réputation dépassait déjà les frontières de l'Allemagne, a été complétée et perfectionnée, selon la formule socialiste.

A l'école primaire est venue s'adjoindre l'école primaire supérieure. Elle permet aux enfants doués, qui désirent pratiquer plus tard un métier, de poursuivre leurs études en les menant bien au delà de ce que se propose l'école primaire. Dans ce dessein, tous les élèves au-dessus de la moyenne et que leur caractère et leurs qualités physiques désignent pour cela, font l'objet d'une sélection après leur quatrième année d'école primaire et sont admis à entrer dans l'école primaire supérieure. Quatre ans durant, ainsi que dans les écoles primaires, ils reçoivent une instruction choisie qui, en plus d'un fond solide d'idées générales dans les domaines politique, économique et culturel, leur donne des connaissances pratiques et une formation professionnelle sérieuse. La fréquentation de l'école primaire supérieure

est obligatoire. En outre, aucun enfant ne peut entrer dans un établissement d'enseignement secondaire s'il ne possède les aptitudes requises pour l'école primaire supérieure. On y jouit de la même gratuité que dans les écoles primaires. Le cas échéant, la fourniture des livres scolaires et des autres moyens d'enseignement y bénéficie amplement du soutien de l'Etat. Il doit y avoir une école primaire supérieure pour 5.000 à 10.000 habitants, en sorte qu'environ un tiers de ceux qui ont terminé leur quatrième année d'école primaire ont la possibilité de les fréquenter.

Pour ce qui est des écoles d'un degré plus élevé, destinées à former — en vue de professions supérieures et de postes dirigeants — la jeunesse particulièrement douée tant en ce qui concerne son caractère que ses qualités physiques et morales, le national-socialisme a créé, à côté des lycées où sont enseignés les humanités et des écoles secondaires allemandes, deux types nouveaux d'école, à savoir les *Établissements nationaux d'éducation politique* et les *Écoles Adolf Hitler*.

Le choix se fait pour celles-ci à la suite d'un examen étendu où interviennent les facultés intellectuelles, la santé corporelle, les dispositions raciales et le caractère. Elles ont pour objet de former une génération nouvelle capable d'assumer une direction politique. Pour cela, en plus des matières propres à l'enseignement des établissements secondaires, on attache une importance particulière à l'éducation politique et à la formation du caractère. Les élèves apprennent à se plier strictement à la discipline qui y règne et reçoivent une instruction sportive complète (équitation, tir, escrime, canotage, natation, boxe, etc...). En outre, chaque élève doit séjourner huit semaines dans une entreprise industrielle ou une mine et huit autres chez un paysan.

A l'école rude de la vie pratique.

Le chemin qui mène de l'école primaire et de l'école primaire supérieure à cette vie pratique passe par l'organisme d'orientation professionnelle du service du travail.

Il faut en effet que nul ne se sente malheureux dans la tâche qu'il exerce, et que nul aussi n'embrasse une profession qui, après un temps d'apprentissage plus ou moins long, se montrera pour lui sans avenir. C'est pourquoi les parents amènent leurs enfants au fonctionnaire du service d'orientation professionnelle (1). Celui-ci prend note de leurs désirs, voit quelles sont les inclinations et les aptitudes particulières de l'enfant et leur fait finalement une proposition qui accorde les conditions existantes avec les nécessités de chaque branche professionnelle et économique. Il a déjà d'ailleurs pour se décider de sérieux points de repère, sous forme des observations faites par le maître de l'enfant durant sa dernière année d'école. A ce moment sont effectués des travaux pratiques faciles, où sont façonnés le fer, le bois, le papier, les matières textiles, ce qui permet d'observer le caractère des jeunes gens durant leur labeur et de développer en même temps certaines qualités fondamentales, comme la réflexion, le goût de l'ordre, la propreté, la minutie qui sont, dans le travail, de précieuses qualités.

Bien entendu, l'embauchage des apprentis dans les entreprises, ainsi que celui de ceux qui ont à charge de les former, est soumis à des dispositions légales qui leur assurent un bon apprentissage et permettent d'éviter l'encombrement de certains métiers.

De même, la formation et l'éducation professionnelles sont placées sous le contrôle de l'Etat. Afin que l'apprenti ait dans son métier une instruction solide, étendue et satisfaisante, on a organisé dans les grandes entreprises *des ateliers d'apprentissage spéciaux*, à la tête desquels se trouvent des contremaîtres qualifiés et pour la plupart spécialement formés à cet effet, qui se consacrent exclusivement à la formation des apprentis. La formation pratique de ceux-ci est complétée dans les entreprises mêmes par une instruction théorique ainsi que par enseignement méthodique qui leur est donné dans les *écoles professionnelles d'Etat*. Pour maintenir et développer leur santé, des exercices physiques, en parti-

Lire « *Vers une meilleure condition ouvrière* » que publie le « Centre d'Action Socialiste » 21, rue de la Boétie, Paris 8^e.

culier des sports destinés à rétablir l'équilibre physique, sont organisés pendant les heures de repos. Les entreprises de moindre importance et les exploitations artisanales, qui ne peuvent pas entretenir elles-mêmes des ateliers d'apprentissage en ont souvent organisé en commun entre plusieurs entreprises.

Le chiffre de ces ateliers, qui, depuis 1933, est passé de 167 à 3.600, donne une idée des progrès considérables qui ont été accomplis à cet égard.

Afin que les jeunes générations reçoivent dans toute l'Allemagne une formation unique, des directives ont été fixées par l'*Institut national pour la formation professionnelle dans le commerce et l'industrie*, qui ressortit à la fois au Front allemand du travail et à l'organisation de l'Economie industrielle, sous le contrôle du ministre de l'Economie du Reich. Le Front allemand du Travail a créé en outre une *Ecole pour les maîtres de l'enseignement professionnel*.

D'après le principe selon lequel chacun doit être placé au poste qui lui convient, les adultes ont également la possibilité de se perfectionner. Partant de cette idée, et afin d'accroître la production dans l'intérêt général, le Front allemand du Travail a, dans le cadre d'une « œuvre d'éducation professionnelle », érigé en système le « perfectionnement professionnel des adultes ». On y trouve des communautés d'enseignement qui apportent à des camarades de travail dont la formation première est diverse « un savoir et des connaissances fondamentales sûrs »; puis des équipes de travail où, se fondant sur l'expérience quotidienne, la matière est approfondie et poussée plus loin, enfin des conférences isolées. Cours et conférences sont donnés selon une méthode pédagogique éprouvée et placés sous l'autorité de l'œuvre d'éducation professionnelle. La participation est facultative. Les cours sont organisés aussi bien dans les grandes entreprises que dans le cadre des communes. Pour les petites localités, il y a des maîtres ambulants, pourvus d'ateliers motorisés, qui apportent tout le matériel utile.

Le nombre de ceux qui s'intéressent à ces organismes

prouve combien ils sont vivaces et recherchés. En 1942, en pleine guerre, il y a eu :

Plus de 52.000 communautés d'enseignement, avec 1.172.843 participants.

Plus de 5.000 équipes de travail, avec 114.721 participants.

Plus de 9.000 conférences isolées, avec 802.773 participants.

Ainsi l'accès des postes élevés est accordé à la main-d'œuvre qui s'en est rendue digne. Chacun reçoit la possibilité de développer ses facultés et de s'élever par son travail, et cette élévation ne dépend pas uniquement des examens soutenus avec succès ni des droits acquis.

Quant à ceux qui ont fait preuve de dons particuliers, soit dans un concours professionnel, soit en toute autre occasion, il a été prévu pour eux un avancement au choix. Si, par exemple, lors d'un concours professionnel, ils se sont nettement élevés au-dessus de la moyenne, ils obtiennent alors en général un emploi élevé. D'autres, qui se sont montrés particulièrement aptes à suivre les cours des écoles supérieures et techniques, bénéficient de la gratuité de l'enseignement et reçoivent des subventions. Cela existe surtout depuis la fondation de l'*Œuvre d'encouragement aux individus doués du peuple allemand*, qui, en coopération avec le parti, l'Etat et l'industrie, aplanit le chemin aux meilleurs ouvriers.

L'organisation collective du bien-être.

Il est bien évident qu'après avoir travaillé pour produire ce qui est nécessaire à la vie, il est logique que le producteur soit libre d'employer son temps à sa guise. Mais là encore l'organisation sociale capitaliste ne permettait pas à la masse des travailleurs d'accéder à la connaissance des richesses inépuisables de la nature et à la jouissance que procure la connaissance de la science et de l'art humains. C'est encore au national-socialisme que le peuple allemand a dû de voir tous ses trésors libérés du joug des propriétaires capitalistes. Qu'il a dû

de pouvoir pénétrer dans les châteaux jusqu'alors dissimulés à ses regards, que ses enfants ont pu s'ébattre sur les plages et sur les lacs réservés jusqu'alors aux privilégiés de la fortune et que chaque membre de la communauté allemande a pu se pénétrer des joies de l'art et des beautés du ciel germaniques.

La loi de 1934 portant organisation du travail national dit expressément : *Le chef d'entreprise se doit d'assurer le bien-être de son personnel.*

Alors que jadis le contrôle se bornait dans les usines aux choses techniques, le médecin et le surveillant d'entreprise, et surtout les inspecteurs spéciaux du Front allemand du Travail, veillent aujourd'hui sur le personnel pour lui apporter leur aide, s'il en est besoin. C'est ainsi qu'à l'office de la main-d'œuvre du Front allemand du Travail, il existe une section spéciale chargée de prévenir les accidents. Dans le service qui a charge de la direction des entreprises et de l'accroissement de la production, il y a un corps d'ingénieurs qui, sur simple demande, donnent des conseils sur l'organisation la plus rationnelle du travail. Le service de la Santé publique et de l'Hygiène s'occupe également des médecins d'entreprises et des cantines. Dans le service « Beauté du travail » on s'efforce sans doute de rendre les entreprises plus riantes; mais on s'attache surtout à ce que les lieux de travail soient non seulement de bon goût, mais sains et en même temps appropriés à leur usage. D'une façon générale, cette devise nouvelle du national-socialisme qu'est « Beauté du travail » n'est pas un simple principe théorique. Il ne fallait pas que l'ouvrier allemand, à la disposition de qui on avait mis des logements sains, de beaux théâtres et de beaux foyers de culture, passe une grande partie de son existence dans des lieux de travail sombres, où son corps et son âme s'étioleraient. C'est pourquoi le docteur Ley, chef du Front allemand du travail, a donné pour mission au service « Beauté du Travail » de rendre beau, sain et digne d'eux, le monde des travailleurs. En montrant les avantages de l'ordre et de la propreté, en donnant des exemples et des solutions heureuses, en accordant des distinctions aux entreprises méritantes, grâce enfin à de

grandes campagnes de propagande, il a été possible de mener partout cette œuvre à bien, et plus particulièrement dans les branches de l'économie où les conditions du travail étaient le plus difficiles, plus rebutantes : dans le bâtiment, les mines, les imprimeries, les industries sidérurgiques, les teintureries, etc... En même temps, pour mettre ces projets à exécution, le Front allemand du Travail a mis à la disposition de toutes les régions des architectes éprouvés à qui il a été de plus en plus demandé conseil pour les constructions nouvelles et les transformations envisagées des bâtiments industriels.

Il s'y est ajouté encore d'autres mots d'ordre qui ont été suivis d'effet :

Des travailleurs propres dans une entreprise propre.

De la verdure dans les usines.

Lutte contre le bruit.

Bon éclairage, bon travail.

Air sain dans les ateliers.

Nourriture chaude dans les entreprises.

Le succès ne s'est pas fait attendre. Les fabriques sont devenues claires et avenantes, avec des ateliers inondés d'air et de lumière. Les cours d'usines jonchées d'immondes se sont couvertes de gazon, offrant ainsi aux ouvriers le moyen de se reposer agréablement à leurs heures de liberté. Le personnel a pu trouver dans des cantines coquettes une nourriture bonne et appétissante sans trop dépenser. Et l'on en passe!...

Vacances et loisirs.

Dans les conditions normales du temps de paix, la journée de huit heures est appliquée en principe en Allemagne. D'autre part, tout travailleur allemand a droit à *un congé payé*. Le droit au congé n'est pas, il est vrai, réglementé par les lois du Reich, mais fixé par des ordonnances de tarifs publiées par les curateurs du travail. D'après celles-ci, les travailleurs ont droit, en général, dans les premières années de leur emploi, à huit jours de congé annuel et à douze jours

ouvrables s'ils sont au service du même établissement depuis quelques années. La rétribution du congé est calculée d'après le salaire moyen du mois précédent et son paiement a lieu avant le début du congé. Il n'est pas permis de remplacer le congé par une rétribution en argent, afin que tout travailleur puisse véritablement profiter de son repos et se refaire des forces neuves.

Les vacances sont aujourd'hui une règle générale, alors qu'elles n'existaient pas dans de nombreuses branches de l'économie avant 1933. C'est également une nouveauté que le travailleur puisse en général bénéficier d'un congé dès sa première année de travail, alors qu'il devait auparavant attendre plusieurs années pour y avoir droit. Le national-socialisme s'est préoccupé également ici, comme partout, des professions les plus arriérées au point de vue social. Parmi celles-ci, il y a lieu de citer par exemple celles des gens de maison qui ont droit non seulement chaque semaine à un après-midi de congé pendant un jour ouvrable, mais également chaque année, de une à deux semaines de vacances.

Les vacances sont également réglementées pour *les travailleurs à domicile* et il est, entre autres, spécifié qu'ils doivent recevoir à titre de rétribution pour leurs vacances 2 % net des sommes versées par leur employeur.

Pour les *travailleurs du bâtiment* qui changent plusieurs fois d'entreprise au cours d'une même année, un système d'épargne particulier à l'aide de timbres a été institué. Le chef d'entreprise se procure à la Reichpost une carte et des timbres de congé pour chaque travailleur. Des timbres d'une valeur de 2 % du salaire brut doivent être collés sur ladite carte à chaque paye. Cette somme ne doit pas être déduite du salaire du travailleur. Quand celui-ci change d'entreprise, il doit remettre sa carte à son nouvel employeur. Au bout de trente-deux semaines le travailleur du bâtiment a droit à quatre jours, et après quarante-huit semaines à six jours de vacances. Il peut toutefois laisser croître son droit jusqu'à soixante-quatre semaines. Les vacances doivent être accordées par l'entreprise au service de laquelle le travailleur exerce son activité. L'argent rassemblé pour les vacances est délivré

contre remise de la carte de congé par le bureau de poste compétent.

Par le paiement d'un salaire approprié, la sécurité du travail, l'installation d'usines saines et claires, la réglementation du temps de travail et les vacances ont été aussi créées les bases pour la participation du travailleur à la vie intellectuelle et artistique de la nation.

L'association nationale socialiste « Kraft durch Freude » (La Force par la Joie) fut créée pour permettre au travailleur libéré des entraves archaïques subsistantes de prendre part, à bon marché, à des manifestations de haute valeur intellectuelle, à des voyages, etc... Il s'agit ici d'une organisation conçue dans un esprit communautaire. L'association nationale socialiste « Kraft durch Freude » offre dans les localités importantes toutes les semaines ou tous les mois un programme abondant dans toutes ses manifestations. Aucune pression ou contrainte n'est exercée. Il est laissé au libre choix de chacun de prendre part à un concert, à une représentation théâtrale, à une excursion, un voyage, une réunion, etc...

La vie intellectuelle et artistique en Allemagne s'est épanouie, sous l'influence de la « Kraft durch Freude », d'une façon inconnue jusqu'à ce jour.

Le nombre des spectateurs dans les théâtres s'est accru de façon considérable. Dans l'année 1938, par exemple, plus de 22 millions de personnes ont assisté à près de 50.000 représentations théâtrales. En conséquence, le nombre des théâtres qui était de 220 dans l'année 1932-33 dut être élevé à 282 dans l'année 1938-39 et la quantité des représentations a dû être sensiblement augmentée. De petites localités qui ne pouvaient entretenir à demeure aucun théâtre furent visitées par les scènes ambulantes de l'association N. S. « Kraft durch Freude ». Celles-ci furent également utilisées pour les travailleurs employés à la construction des autostrades du Reich, ainsi que pour d'autres chantiers de travaux publics.

Les concerts de la « Force par la Joie » sont également très appréciés. Il fut donné par exemple en 1938 plus de 5.000 concerts avec plus de 2 millions 1/2 de participants.

Le record en cette matière est fourni par les festivals Richard Wagner à Bayreuth, auxquels des trains spéciaux conduisent chaque année des milliers de travailleurs allemands. Voilà la preuve que personne en Allemagne n'est maintenant tenu à l'écart d'un événement de haute valeur intellectuelle et artistique, autrefois réservé aux gens fortunés et aux privilégiés de l'existence... Pendant la guerre les festivals de Bayreuth ont eu lieu presque exclusivement devant un public de soldats et de travailleurs.

Tout compte fait, le nombre des soirées récréatives : concerts, représentations théâtrales, soirées variées, etc... *a atteint dans l'année 1938 le nombre de 144.434 avec plus de 54 millions de participants.*

Les « expositions artistiques d'usines » constituent une autre forme de l'initiation à l'art. Dans ce but, des œuvres de valeur, sculpture, peinture et dessin, sont rassemblées dans le cadre d'une exposition d'usine pendant quatre jours environ. Elles peuvent ainsi être vues pendant les pauses ou après le travail, souvent accompagnées d'explications au point de vue artistique ou technique par les spécialistes ou les auteurs eux-mêmes.

L'*œuvre allemande d'éducation populaire*, de son côté, s'occupe dans ses conférences de l'ensemble des connaissances concernant la civilisation, le folklore et la vie intellectuelle et encourage leur approfondissement dans les communautés de travail. Elle développe l'activité créatrice par le bricolage, le modelage, le dessin et la peinture chez les profanes dans les milieux de travailleurs. D'autre part, il existe des cercles musicaux pour les travailleurs. On compte en ce moment 367 *grands établissements pour l'éducation populaire* et 70 *écoles de musique de la K. D. F.* Si le travailleur d'usine est en butte à des difficultés, l'œuvre d'éducation populaire vient à son aide et fonde pour les collaborateurs des entreprises plus importantes des établissements spéciaux d'éducation populaire. On attache beaucoup d'importance, d'autre part, en dehors de ces manifestations artistiques consistant en représentations, en expositions ou en conférences, à éveiller chez les travailleurs le goût

de la musique, du chant, du théâtre et de la danse. Des milliers d'associations d'amateurs pour les différentes branches artistiques sont appuyées par la « Force par la Joie » et forment ainsi un large public réceptif pour les hautes réalisations des artistes de profession.

Enfin, la pratique du chant populaire en public appartient également à ces œuvres de développement artistique : sous la direction d'un chef, on chante en chœur sur des places publiques de belles mélodies populaires, pour l'amour de l'art et le plaisir de chanter. Un passant quelconque peut y prendre part et est ainsi incité à collaborer à la culture du chant populaire.

On se prend à penser devant ces belles manifestations de joies saines à ce souhait que formulait dès le lendemain de notre défaite notre grand Alfred Cortot lorsqu'il disait : *Notre ambition est de faire revivre dans la saine joie du plein air les échos de nos vieux chants de terroir et de métier, d'unir aux gestes qui rendent plus fort l'élan des jeunes voix qui sauront attester la France dans ses plus durables traditions, car ainsi notre chant populaire trouvera non seulement la justification artistique à laquelle il a droit, mais encore le sentiment de coopération, le sens de l'équipe s'y verront encouragés de la manière la plus efficace pour la formation spirituelle du caractère et pour le développement de l'instinct de solidarité.*

Le sport est une autre sorte de l'utilisation des loisirs qui a été organisée par la « Force par la Joie ». Il s'agit ici d'éveiller et d'entretenir la joie de l'exercice corporel et avant tout d'offrir à chacun la possibilité de faire des sports avec un minimum de dépenses.

Pour cela des cours de toutes sortes ont été créés, par exemple pour l'escrime, l'équitation, la navigation à voile. D'autre part, des cours réguliers pour les sports d'hiver ont lieu dans les stations de montagne. Les entreprises sont incitées à la création de parcs de sports et de piscines. Pour faciliter la participation de la population ouvrière et rétablir l'équilibre physique compromis par l'effort trop unilatéral qu'exige généralement le travail, ont été créées des communautés sportives d'entreprises, qui sont ouvertes pour le sport et les jeux à tous les camarades de travail.

La forme la plus connue à l'extérieur de l'Allemagne est le voyage à pied ou en chemin de fer et la croisière par la « Force par la Joie ». Le travailleur allemand peut connaître pendant ses vacances les belles contrées de son pays. Il peut voyager à l'étranger et faire des croisières. *Il n'existe pas une seule grande manifestation en Allemagne à laquelle le travailleur allemand ne puisse participer et où il ne puisse se rendre à bon marché avec l'aide de la « Force par la Joie ».*

Dans les deux dernières années avant la guerre 1937-38 ont pris part à :

Voyages de « fin de semaine » (week-end) par « Force par la Joie » plus de 13 millions 1/2 d'Allemands et d'Allemandes.

Voyages de vacances d'une à deux semaines par « Force par la Joie », plus de 2.800.000.

Croisières, 261.637.

Excursions, 3 millions 1/2.

Ces chiffres imposants prouvent que quiconque, *sans aucune distinction*, peut participer aux excursions et aux organisations de voyages. *Les prix d'un voyage comprenant le trajet en chemin de fer, le logement, la nourriture, sont si minimes qu'un travailleur peut y participer en économisant seulement son salaire d'une semaine.*

Pour terminer, il y a lieu également de mentionner les réalisations créées par la « Force par la Joie » pour la distraction des troupes pendant la guerre. Elle a entrepris, à côté de ses autres tâches, de s'occuper des manifestations culturelles à l'usage des millions de soldats des armées allemandes. Dans ce but plus de 600 troupes artistiques variées ont été mises sur pied, qui se rendent auprès des soldats allemands jusque dans les arrières des fronts de combat pour leur donner une image de la vie intellectuelle et artistique de la Patrie.

En dehors de l'Allemagne où en est-on dans le monde?

On a vu par ce trop court aperçu de la vie en Allemagne jusqu'à quel point le national-socialisme a su faire de son jeune Etat, non seulement l'Etat socialiste

qu'imposaient la justice et la raison, mais encore l'Etat révolutionnaire type de notre temps. Il est bien évident que la guerre et toutes ses misères ont interrompu partiellement le cours de cette œuvre gigantesque où la loi naturelle, la raison, la réflexion, la doctrine de l'effort et de la justice, l'affirmation de la vie et de la joie de vivre, sont les fondements principaux. *Celui qui travaille est obligé de poser des exigences à la vie*, a dit le docteur Ley, chef du Front du Travail allemand. Le national-socialisme a su répondre et de la manière la plus éclatante à ce désir logique et légitime des masses laborieuses. L'Allemagne a pu être poussée à la guerre par la ploutocratie internationale, instrument commun du parasitisme juif; il n'en reste pas moins vrai que, dès le premier jour de la guerre, le Führer en revêtant l'uniforme feldgrau — qu'il n'a pas quitté depuis quatre ans — a affirmé sa volonté la plus haute qui est celle de l'Allemagne entière : « Il est clair que je ne pense maintenant qu'à la victoire. Toutes mes pensées vont à la guerre et aux moyens d'amener une fin victorieuse et heureuse pour mon pays, mais après la victoire je ne connaîtrai plus qu'une tâche : *Je construirai un Reich socialiste, je compléterai le socialisme en Allemagne et je redonnerai aussi au travailleur allemand son foyer et sa patrie.* »



Peuples socialistes, patries socialistes, voilà la raison de la guerre que mène l'Allemagne pour le compte de l'Europe entière. Il se peut que dans cette partie française de l'Occident nous soyons enclins à considérer l'évolution historique actuelle avec des yeux différents. Le sang corrompu par un siècle d'individualisme libéral et d'égoïsme bourgeois, nous ne sommes que trop disposés à subir l'action sournoise de la déliquescence sociale. Les longues séparations, de leur côté, provoquent la désagrégation des foyers, le travail dans les usines lointaines, la vie dans les camps d'ouvriers contribuent à créer un climat de prolétarisation morale. Nous ne nions pas ces choses angoissantes. Nous savons que

de profonds et radicaux changements seront la rançon de ce brassage géant.

Sous la pression des conjonctures économiques tout est bouleversé, tout est changé de nos vies collectives et nationales. La transformation est en marche. *Sans même parler des nécessités temporaires de la guerre, il est clair que cette transformation s'opérera dans un sens nettement socialiste, mais il est clair aussi qu'aucun des peuples de l'Europe ne sera appelé à perdre ce qui le différencie des autres. L'exemple allemand a valeur d'enseignement. On ne nous demande pas de le considérer d'une autre façon.*

Une fois réalisée la révolution sociale, c'est-à-dire la socialisation des grands moyens de production et d'échange, chaque peuple demeurera libre de construire sur la base du nouveau mode de production et de répartition créé par la collectivisation des trusts, une superstructure politique et sociale à sa mesure et à son goût. Cette superstructure politique et sociale correspondra, bien entendu, à la socialisation de la production et aux rapports nouveaux ainsi créés entre les producteurs. *Mais elle peut être et sera pour chaque peuple plus ou moins différente de celle choisie par ses voisins. Pour être viable, elle devra en tout cas être conforme au degré de civilisation de chaque peuple, à la mentalité particulière que lui ont composée les conditions économiques, politiques et historiques particulières au milieu desquelles, à travers les siècles, il s'est développé. Elle devra, en tout, être conforme aux idéaux intellectuels et religieux de chaque peuple.*

On a accompli des progrès humains qui ne sont pas niables en Allemagne. Les faits en témoignent d'une façon éloquente et irréfutable.

Personne ne peut plus ignorer que du sort de la guerre dépendront la mise au point définitive et la réalisation de l'expérience. En Europe nous sommes désormais fixés là-dessus. Quelle est donc, par contre, la situation dans les riches pays ploutocratiques de l'Ouest, en Angleterre et aux Etats-Unis?

Elle n'a guère changé depuis que Thomas Carlyle élevait dans son livre « Past and Present » une violente

accusation contre le laisser-aller de ses compatriotes dans le domaine social.

« Dans toute l'Angleterre, il n'y a pas un cheval robuste et ne renâclant pas au labeur qui n'ait une nourriture suffisante, une écurie bien tenue, qui ne soit étrillé, pansé et satisfait de son sort... Ne vaudrait-il pas mieux en finir avec un monde aussi misérable dans lequel tous les chevaux qui travaillent sont bien nourris, tandis que d'innombrables hommes qui travaillent manquent de mourir de faim? Ne vaudrait-il pas mieux en finir avec ce monde et le livrer de nouveau et une fois pour toutes aux géants du limon, aux géants des glaces et aux dieux-animaux des époques antédiluviennes?... A quoi servent vos chemises tissées? Par millions, elles restent invendables, bien que des millions de dos nus les désirent en vain... C'est en vain que le travailleur humain lance un appel désespéré pour obtenir un salaire, c'est-à-dire une rémunération qui lui permette de se procurer le minimum indispensable en nourriture et en vêtements. »

Dans sa préface au livre de H.-A. Walter, intitulé *La politique sociale anglaise contemporaine*, Lloyd George a bien montré lui aussi la répugnance des maîtres de l'Angleterre à entreprendre une action sociale profonde et efficace en même temps qu'il a reconnu la valeur des réformes sociales entreprises de bonne heure par l'Allemagne :

« La législation sociale anglaise consistait essentiellement en une série de mesures palliatives. Quelques-unes de ces mesures se révélèrent efficaces pour atteindre un objectif momentané; on peut dire de quelques autres qu'elles révélaient d'excellentes intentions, mais que, dans leur principe même, elles étaient désespérément mauvaises; mais toutes ou presque toutes étaient insuffisantes, parce qu'elles n'étaient que des palliatifs et rien de plus. Autrefois, nous avons essayé de guérir des maux sociaux profondément enracinés par des remèdes de vieille femme qui restaient toujours bien superficiels, alors que de tout temps le seul espoir d'une amélioration durable résidait dans un traitement radical. Occupés à trouver des mesures qui visaient uniquement à remédier



Une maison de repos parmi des milliers pour les jeunes mères ou les femmes enceintes...

LITTLE HOPE SEEN FOR MORE MEAT

Big Slaughterhouse here
Closes for Week; Blames
Livestock Prices

The beginning of meat rationing next Monday will bring little alleviation of the meat shortage, George Casey, president of the National Independent Meat Packers Association, predicted today.

His prediction was made as one big Philadelphia slaughtering house, Consolidated Dressed Beef Co., 36th st. and Gray's Ferry av., suspended business today for the whole week preceding rationing.

A Consolidated employee said the reason was the one given by Casey in predicting no betterment of the shortage under rationing—the company could not afford to buy livestock which is unregulated by selling prices and sell it under the current ceilings for meat.

Casey's view that little if any relief from the shortage is in sight was supported by John C. Deindorfer, president of the Philadelphia Retail Butchers Association.

Quality to Govern Points

Starting next Monday, each person will have 16 points a week in the red stamps of ration book No. 2 to spend for meat, cheese, butter, margarine, lard and other edible fats and oils.

The OPA has stated that the most popular cuts of meat, such as steaks and chops, will require more points than such products as hamburger and spareribs.

But Casey, who is also president of John J. Fein & Co., said that OPA is talking in terms of a "vicious merry-go-round" that isn't going to take the shopper any further in his hunt for meat next week.

"The little packers are being squeezed out of business because they just can't operate at a profit under the present OPA regulations," he said. "The big fellows are continuing to see it through on their by-products, such as fiddle strings and naps, but all we have to hope for is a change in the regulations. All packers are operating at a loss."

Ceiling Policy Attacked

Not of the situation, said Casey, is Secretary of Agriculture Wickard's failure to impose ceiling prices on livestock.

"Our price ceiling," he continued, "was predicated on a live hog selling at 13½ cents a pound. Now it has jumped to 15.5 cents a pound. Packers can't get out without a loss of \$3 to \$4 on every hog cut up. They lose \$20 or \$25 on every steer."

Unless he has a rich uncle, the small packer has a slim chance of staying in business.

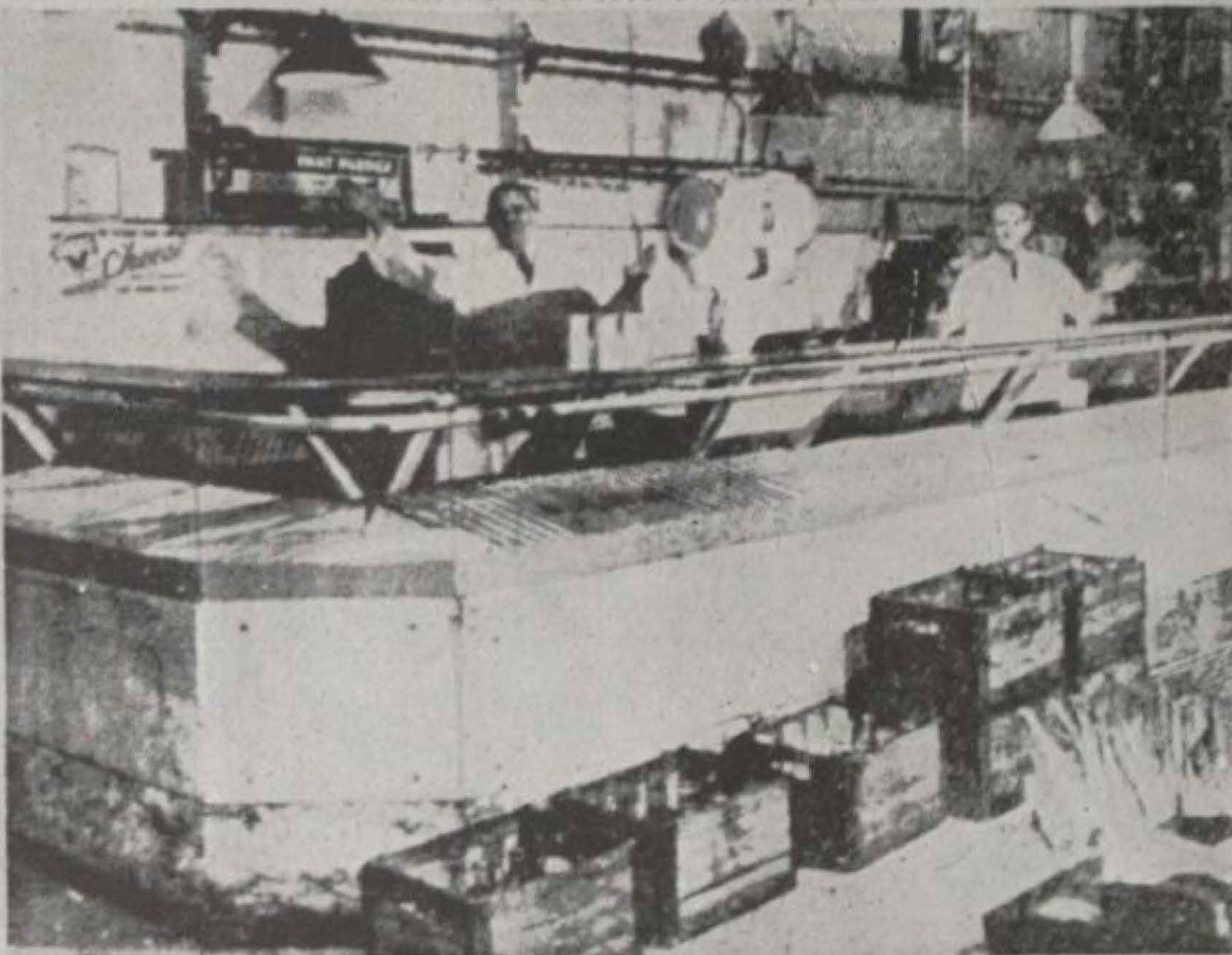
Casey said that the closing of packing houses and the cuts in business of those remaining open will leave the retailer on Monday with no larger sources of meat for rationing.

"The housewife won't turn in her ration when she can't get meat."

Meat Market—First World War and Now



Meat was plentiful and cheap when this picture was made in John Dravis' Seattle, Washington meat market in 1916. Note the prices.



Twenty-seven years later the low prices disappeared. Then the meat. But the proprietor is willing to sell the remaining bottles of milk (Associated Press Wirephoto).

...cependant qu'en Amérique l'abondance fait
place à la pénurie par suite de la répartition
capitaliste des produits...



... et que des enfants doivent vivre
dans de véritables taudis...



...et que les ouvriers absorbés par les industries de guerre... doivent faire de longues stations devant les soupes organisées en plein air dans les cours des entreprises,

aux effets des maux sociaux, nous ne nous sommes pas assez souciés de la cause de ces maux... Nous commençons maintenant — et il n'est peut-être pas encore trop tard, mais certainement pas non plus trop tôt, — à appliquer de sains principes commerciaux à la vie et aux entreprises de notre nation. Nous ressemblons au commerçant borné qui, avide de réaliser de grands bénéfices bien visibles, mène son commerce à la ruine, au lieu de le pourvoir suffisamment en capitaux. Aucune entreprise commerciale, si importante fût-elle et si grand que fût son renom, ne pourrait être à la longue menée avec succès d'après de tels principes. *L'un des secteurs les plus importants de la vie nationale, que l'on a laissé végéter misérablement faute de capitaux, c'est la santé et la force des classes travailleuses. J'ai souvent eu l'occasion de reconnaître combien non seulement ma propre patrie, mais encore le monde civilisé tout entier sont redevable à l'Allemagne pour le courage qu'elle a eu, il y a une génération déjà, de s'engager dans un champ d'expérimentation encore nouveau et vierge à cette époque.* »

Ce qui est vrai pour l'Angleterre l'est également pour les Etats-Unis. En s'appuyant sur un examen des conditions de revenus et de fortune aux Etats-Unis et sur l'étude des conditions sociales actuelles, le célèbre critique et sociologue suédois Ferdinand Lundberg en vient dans son analyse « *Americas 60 Families* » (parue en 1937 à New-York), à la conclusion suivante :

« Il est indéniable que, même dans une période d'essor économique et dans le milieu social le plus riche que l'histoire ait jamais connu, un grand nombre d'Américains ne reçoivent, tout comme des serfs, qu'un salaire à peine supérieur à ce qui est indispensable pour procréer et subsister. Tandis que 20 % de la population possèdent presque tout, 80 % ne disposent que tout juste du minimum vital. Ce contraste témoigne d'une extrême faiblesse sociale de la majorité du peuple, contrastant avec la puissance sociale d'une minorité. »

Après avoir reçu des informations alarmantes et inquiétantes au plus haut point quant au mauvais état de santé des jeunes gens appelés sous les drapeaux, le président Roosevelt lui-même dut constater, dans une allocution

radiodiffusée en octobre 1941, qu'il y a actuellement aux Etats-Unis des millions d'êtres humains sous-alimentés, insuffisamment vêtus et mal logés. Derrière la façade d'un honnête Etat démocratique se cache en réalité la dictature de l'or exercée par les soixante plus riches familles des Etats-Unis. Elles ont su, grâce à leur argent, soumettre la machinerie législative et administrative à leur influence toute-puissante et la diriger au mieux de leurs intérêts financiers. C'est en intime liaison d'affaires avec les familles de la ploutocratie anglaise et avec les Juifs, auxquels les uns et les autres sont apparentés par le sang, que se poursuit l'exploitation systématique des peuples et des Etats gouvernés d'une façon soi-disant démocratique.

Voyons par exemple l'Angleterre où depuis quelques mois on mène grand tapage autour du plan Beveridge, qui est présenté à l'admiration du monde comme l'un des buts de paix essentiel octroyé par l'Angleterre au monde de demain.

Quel est donc au juste ce fameux plan Beveridge, dont on parle tant? *Eh bien, c'est tout simplement un plan développé d'assurances sociales et d'assurance-vieillesse.* Libres à ceux qui ne sont pas au courant de la vie en Angleterre de s'étonner d'une aussi étrange panacée offerte à l'attention des foules angoissées par la guerre. Le fait que le national-socialisme soit arrivé non seulement à résorber le chômage, mais encore à assurer aux travailleurs la sécurité de l'emploi et celle du foyer ont porté au premier plan de l'actualité politique et des préoccupations générales les besoins de sécurités sociales et contraint les gouvernements belligérants à s'efforcer d'obtenir les mêmes résultats ou tout au moins à les proposer à leurs ressortissants pour vanter à leurs yeux l'impossible justification du conflit.

La « Social Security » dans la Charte de l'Atlantique.

Lorsque les Anglo-Saxons ont établi le texte de la Charte de l'Atlantique, ils ont jugé nécessaire de se saisir à leur tour de cette question et de porter à leur

actif quelque chose d'analogue à la sécurité sociale nationale-socialiste. Ils n'ont pas trouvé non plus d'expression meilleure et se sont bornés à reprendre dans leur cinquième point l'idée de « Social Security » qui, grâce aux résultats obtenus par le national-socialisme, avait acquis une nouvelle substance et un nouvel éclat, en sorte que, dans leur détresse, les peuples la souhaitent et la réclamaient du fond du cœur.

Pour un propagandiste habile, il n'est pas difficile de s'emparer d'une formule ou d'une notion sur laquelle on fonde de grandes espérances, qui est, au sens le plus large du mot, populaire, et de présenter les choses comme si l'on venait de la découvrir. Par la publicité faite autour d'elle, la Charte de l'Atlantique fit, dans une certaine mesure, perdre la mémoire aux gens et ce fut comme si la « Social Security » devait sa naissance à cette Charte. Cette façon de voir n'a pas cessé d'être claiionnée, sans pourtant parvenir à faire oublier que la sécurité sociale est étroitement liée à la politique nationale-socialiste.

Le plan Beveridge et la « Social Security ».

La réclame faite autour du plan Beveridge a profité adroitement de cette situation, en le plaçant sous cette même étiquette de « Social Security ». Ce plan doit faire oublier que la sécurité sociale a été réalisée pour la première fois en Allemagne et faire croire au monde qu'avec lui commence une phase nouvelle de la sécurité sociale.

Les nations alliées se sont bien aperçues de l'importance de la question sociale dans la lutte des idées. Les gouvernements de Grande-Bretagne et des Etats-Unis sentent que, lorsqu'il précède la guerre, un grand chômage affaiblit l'ardeur combattive. Il est malaisé de faire admettre aux peuples des buts de guerre, quand ils ont encore tout frais dans la mémoire le souvenir de la misère et du chômage qu'ils ont endurés et savent que leurs gouvernements sont incapables de le vaincre. Le journal suédois *Social demokraten* écrivait à ce propos :

Il est bon de se battre pour la liberté, toutefois la volonté de sacrifice et l'endurance des combattants seront plus grands s'ils savent qu'il ne s'agit pas de la liberté d'être sans travail et de mourir de faim, mais de la liberté d'édifier un Etat qui leur garantira une protection sociale et économique.

Il fallait faire oublier l'échec de l'Angleterre dans sa lutte contre le chômage par des constructions et des plans. C'est là un des objets du plan Beveridge. Roosevelt est mécontent d'avoir été devancé en cela par les Anglais et de ne pas en avoir un autre tout prêt à leur opposer. La presse étrangère a répandu le bruit qu'il projetait de présenter au Congrès dans son dernier discours un grand plan de réformes sociales. S'il n'en a rien fait, c'est apparemment parce que les travaux préliminaires ne sont pas encore terminés.

Social Security et assurances sociales.

La campagne menée en faveur du plan Beveridge a été faite sous le mot d'ordre « Sécurité sociale », quoique la question la plus brûlante que pose celle-ci, la résorption du chômage, y soit à peine effleurée. On l'a fait passer pour un plan général de « Social Security », bien qu'en réalité il se limite au domaine des assurances sociales qui, sans doute, pose des problèmes d'organisation, mais n'est pas, dans le moment présent, un problème essentiel.

En Allemagne, nous l'avons vu, les assurances sociales datent de cinquante ans et ont été étendues à toutes les branches de l'activité nationale. Sans doute sont-elles plus récentes en Angleterre, mais Beveridge dit lui-même qu'à quelques différences près elles sont comparables à celles des autres pays. Pourquoi le gouvernement anglais s'est-il attelé à cette tâche? Comment expliquer le fait que des plans en vue de la refonte d'une institution sociale qui a besoin d'être réformée soient élaborés en pleine guerre?

A cela on doit répondre : c'est qu'il s'agit d'un domaine où les questions à résoudre sont essentiellement

des questions d'organisation et où ne se posent pas les difficiles problèmes de la lutte contre le chômage et l'utilisation complète de la main-d'œuvre. On pouvait, dans ce domaine, proposer des plans de réorganisation qui n'étaient pas exposés à la critique comme des mesures radicales, touchant au fondement même de l'organisation économique, en vue de l'utilisation complète de la main-d'œuvre. *On voulait satisfaire le besoin qu'a le peuple de voir son gouvernement s'intéresser à la politique sociale, sans toucher à l'économie politique proprement dite.* Les assurances sociales étaient la miette de pain qu'on jetait à la population pour l'occuper et la détourner ainsi d'autres questions plus difficiles et plus épineuses. Celle de la faillite de l'économie capitaliste, par exemple.

Ce but n'a pas été complètement atteint. Il s'est sans cesse trouvé des gens en Angleterre pour démontrer que la « Social Security », sans la garantie d'un emploi assuré, n'est qu'une solution partielle et incomplète, et que le plan Beveridge navigue sous un faux pavillon, fait pour induire en erreur, s'il porte les mots « Social Security ». Le *Daily Sketch* écrit à ce sujet : *Ce qu'il nous faut, ce n'est pas recevoir une allocation de chômage, mais être assurés contre le chômage.* Les critiques ont encore établi un autre rapport entre les deux grands domaines de la « Social Security », à savoir que les assurances sociales telles que Beveridge les envisage supposent au préalable l'utilisation complète de la main-d'œuvre.

Ce que Beveridge pense de la sécurité sociale.

Toutes ces objections ont amené Beveridge à se retrancher derrière la tâche qui lui était dévolue. On lui a, dit-il, confié celle de réorganiser les assurances sociales et le chômage n'a rien à voir avec elles. Il se rend parfaitement compte que la lutte contre le chômage est une partie essentielle de la « Social Security », et aussi que l'aptitude de l'économie anglaise à financer son plan, dépend de l'activité industrielle. Dans un rapport sur le plan Beveridge, publié à côté d'autres qui

provenaient de différentes sources dans un supplément au Livre blanc, la « Confédération anglaise du patronat » a particulièrement insisté sur ce point.

Entre temps Beveridge a lui-même souligné plusieurs fois la nécessité d'une politique de reprise du travail dirigée par l'Etat. Dans le discours qu'il a prononcé le 6 décembre 1942 à Oxford, il a déclaré que l'élimination du chômage massif, tel qu'il a existé entre les deux guerres et à l'époque de dépression économique générale, était de toutes les tâches la plus importante, la plus difficile et la plus urgente. Il ajoutait que si le chômage venait à prendre une grande extension, l'Angleterre ne serait pas en état de mettre à exécution les mesures prévues par son plan.

« Nous pourrions, a-t-il dit, donner de l'argent aux gens, mais cela ne leur donnerait pas des marchandises, en sorte que pour eux ce serait tout de même la misère. »

Il ajoutait encore qu'il ne savait pas comment l'Angleterre pourrait, après la guerre, maintenir son activité productrice.

Cette remarque caractérise l'embarras où l'on se trouve en face d'un chômage massif. Elle paraît encore plus remarquable dans la bouche d'un homme qui, comme Beveridge, s'est occupé durant des lustres des moyens de combattre le chômage, et a écrit un livre intitulé : *Un employment, the problem of industry*. Beveridge remarque qu'il avait été possible de résorber le chômage pendant la Grande Guerre et durant la guerre actuelle, et il ne peut pas croire qu'il soit impossible de combattre le chômage massif après la guerre.

La tâche complexe de la sécurité sociale.

Dans un discours qu'il a prononcé à la Fabian Society, Beveridge a présenté les motions suivantes :

1^o Reconnaissance du problème de l'emploi de la main-d'œuvre comme étant le plus urgent, le plus important et le plus difficile de ceux qui se poseront lors de la reconstruction d'après-guerre, dont la solution doit être déjà trouvée pendant la guerre.

2° Un plan d'économie nationale, car les expériences de la première guerre mondiale ont prouvé que la question de l'utilisation suffisante de la main-d'œuvre d'un pays ne peut pas être résolue en suivant les méthodes de l'industrie privée, dont le but principal est de réaliser des bénéfices.

3° Maintien de l'initiative et de l'entreprise privées dans le cadre de ce plan d'économie nationale comme instrument approprié. Il importe de trouver une formule qui concilie les avantages de l'entreprise privée et les nécessités d'une économie nationale dirigée.

4° Réforme profonde de l'appareil administratif et des méthodes de travail du gouvernement, étant donné que jusqu'ici la structure et la composition du personnel des administrations ne répondent en rien à ce qui est nécessaire pour résoudre les problèmes économiques en face desquels l'Etat se trouvera à l'avenir.

A une autre occasion, il a désigné comme condition supplémentaire du maintien d'un degré suffisant d'activité économique, une plus grande mobilité de la main-d'œuvre. Quiconque, a-t-il dit, ne trouve pas de travail dans sa profession ou dans l'endroit où il habite, doit se montrer prêt à accepter de l'occupation ailleurs ou dans un autre métier. On ne peut pas reconnaître plus expressément que Beveridge ce qui fait défaut à son plan.

L'ampleur du chômage.

Ainsi qu'il a été dit, le financement du plan Beveridge suit les fluctuations de l'économie anglaise. Beveridge a également pris position à ce sujet et établi ses comptes de telle sorte que les prestations de ses assurances sociales puissent continuer à être versées, même dans le cas où il y aurait un million et demi de chômeurs secourus. Il est donc d'avis qu'une économie anglaise ainsi diminuée serait encore en état de fournir les secours et les pensions prévus par lui. C'est se montrer très optimiste. Le fait qu'il fixe le chiffre d'un million et

demi de chômeurs comme limite au fonctionnement financier de son plan permet de supposer qu'il s'attend pour les temps d'après-guerre à un chômage atteignant cette proportion. Belles perspectives pour des vainqueurs en puissance ! Que serait donc la défaite toujours possible ?...

On ne saurait cependant dire exactement si cette façon de voir se justifie ou s'il n'a donné ce chiffre que pour indiquer la limite des charges que peut supporter l'économie anglaise. La lourdeur excessive de la charge financière est une objection qui, jusqu'à présent, a été opposée à toute réforme sociale.

Les dépenses du plan Beveridge s'élèveraient en chiffres ronds à 10 % du revenu national, qui atteint environ 6,5 milliards de livres.

Ce pourcentage peut d'ailleurs être inférieur parce que le revenu national est vraisemblablement plus grand.

Freedom from want.

Beveridge n'a pas donné lui-même à son plan le titre de « sécurité sociale » mais il a désigné le but qu'il se propose par les mots « Freedom from want ». Ce qui sans aucun doute correspond mieux à son contenu. « Affranchissement de l'indigence » en dit moins que « sécurité sociale ». La propagande a annoncé et présenté ce « Freedom from want » comme la fin de toute misère et, pour ainsi dire, le retour à l'âge d'or. Rien n'est plus faux. « *Freedom from want* » ne signifie dans le plan Beveridge que la suppression de l'extrême misère.

En prenant pour but la lutte contre la misère et en restreignant ainsi son plan, Beveridge cherche à battre sur leur propre terrain les critiques qui reprochent à celui-ci son peu d'efficacité. En avertissant qu'il n'a pas pour objet d'assurer à chacun un train de vie convenable mais de le préserver de l'extrême misère, il échappe au reproche de promettre plus qu'il ne tient.

« Standard minimum ».

Les propositions concernant le montant des secours et des pensions reposent sur des études qui ont été faites dans toute une série de grandes villes sur le standard de vie. En leur temps, elles ont fait beaucoup de bruit parce qu'elles ont posé en fait, ce à quoi on était loin de s'attendre, qu'une grande partie de la population anglaise a un revenu qui est au-dessous de ce qu'on appelle la « limite de pauvreté » (poverty line).

On aurait pu penser que les chiffres proposés par Beveridge étaient fort au-dessus de cette « poverty line ».

Or ce n'est pas le cas. Par ses assurances sociales Beveridge ne garantit à ses compatriotes qu'un minimum et ce minimum ne dépasse guère la « poverty line » de Rowntree. De plus ce standard de vie minimum ne monte guère au-dessus de ce qui est alloué présentement pour les pensions de vieillesse.

Depuis juillet 1942 un couple reçoit à ce titre 37 shillings par semaine, s'il est besogneux. S'il ne l'est pas, il n'en reçoit que 20. Dans les mois d'hiver, il s'y ajoute 5 shillings par couple. Encore faut-il tenir compte de ce que sur trois millions de pensions de vieillesse versées, près de la moitié vont à des indigents.

Rowntree et le plan Beveridge.

La politique sociale s'est, avec le temps, toujours plus affinée et différenciée. L'expérience a prouvé que pratiquement le devoir le plus important qui lui incombait était de savoir doser judicieusement les secours qu'elle apporte. Pour éviter des conséquences inopportunes, il faut que ceux-ci et le montant des allocations soient adaptés exactement à chaque cas individuel. Le plan Beveridge, avec son « standard minimum » unique, méconnaît ce principe essentiel d'une aide adéquate. Il n'est pas nécessaire de s'étendre davantage là-dessus, il suffit pour s'en convaincre d'apporter ici quelques critiques de Seeboom Rowntree. Ce spécialiste réputé

de la politique sociale est connu par ses études sur le salaire minimum exigible et sa définition de la « poverty line ». Il a cherché à savoir quelle était l'importance de la population qui vivait au-dessous de cette limite. Ses travaux ont, ainsi que Beveridge le reconnaît volontiers, influencé le plan de celui-ci, mais il semble que Rowntree lui-même ne soit pas très satisfait des effets qu'ils ont eus. Le *Manchester Guardian* nous informe que Rowntree a fait dans l'ensemble bon accueil au plan Beveridge. Pour qu'il fût exécuté avec succès, deux conditions devraient être remplies : d'abord, il faudrait en finir avec une trop grande extension du chômage. Ensuite il faut remarquer que le plan de sécurité sociale, avec ses allocations relativement élevées, eu égard aux circonstances actuelles, et prévues pour une durée illimitée et sans vérification du degré d'indigence de ceux à qui elles s'adressent, conduirait à un engourdissement et à une immobilisation de la main-d'œuvre. Cette conséquence fâcheuse devrait être évitée. Il faudrait pour cela que la main-d'œuvre fût plus mobile et fût prête à s'employer dans d'autres régions et d'autres industries. Et il faudrait que, d'autre part, l'industrie s'adapte plus rapidement aux changements survenus dans la demande.

Au cours de son exposé, Rowntree attire l'attention sur le fait qu'on s'est donné beaucoup de peine pour établir une différence entre les sommes nécessaires pour subvenir aux besoins courants de la vie et celles qui servent à payer le loyer. Il n'arrive pas à comprendre pourquoi après cela on donne à chacun la même somme pour son loyer, sans se soucier du montant réel de celui-ci. Le Ministère du Travail a examiné dix mille budgets familiaux. Il en ressort que le loyer moyen se monte pour Londres à 15,7 shillings, à 7,6 pour l'Ecosse et à 4,8 pour les districts ruraux. Le plan Beveridge propose quand même le même chiffre de loyer, à savoir 10 shillings pour les ouvriers agricoles qui paient 4,8 shillings de loyer, et pour les ouvriers de Londres qui paient 15,7 shillings. Soit pour que l'application en soit simplifiée, soit par un sentiment de la justice tout à fait primitif, il a unifié les prix, ce qui aboutit en fait à une injustice.

Rowntree dit plus loin que, d'après les dernières recherches qu'il a faites à York, le prix proposé de 10 shillings est exact pour 11 % des ménages et faux pour 89 %. Il propose à son tour que le tarif appliqué aux loyers corresponde réellement à la somme payée, sous réserve d'un maximum.

Autres lacunes de la sécurité sociale « anglaise ».

Des objections semblables peuvent être élevées contre le calcul uniforme des secours. Dans un article du *Times*, Rowntree a cherché à établir dans quelle mesure la situation des gens qui se trouvent au-dessous de la limite de pauvreté serait améliorée par les propositions de Beveridge. En 1936, presque un tiers des habitants avaient à York un revenu qui les situait au-dessous de cette ligne. En tenant compte de la variation subie par la valeur de l'argent, Rowntree trouve que leur nombre doit diminuer de 31,1 à 12,1 %. Il a aussi cherché à savoir quelles répercussions aurait la réforme des assurances sociales sur chaque groupe d'indigents.

Raison qui motive le secours	Chiffre absolu	Diminution en pourcentage
Salaire bas.....	5.643	54,5
Petit revenu.....	1.636	26,6
Chômage.....	4.909	72,4
Age.....	2.521	61,3
Mort du soutien de famille.....	1.346	72,1
Maladie.....	701	79,3
Raisons diverses..	429	84,8
	17.185	61,1

Les deux premiers groupes n'auraient, de par le plan Beveridge, que l'avantage des allocations familiales. Ce sont les groupes suivants qui y auraient le plus grand avantage. Ce tableau montre à l'évidence combien les indigents, même après l'exécution du plan

Beveridge, seraient encore loin du « Freedom of want ». Selon Rowntree, des salaires minima plus élevés sont nécessaires pour obvier aux cas les plus fréquents de ceux qui sont au-dessous de la « poverty line ».

On voit que là encore l'Angleterre est très en retard sur la législation sociale européenne, d'autant plus que le projet Beveridge, qu'on ne peut absolument pas qualifier de socialisme, a trouvé à Londres même des adversaires acharnés qui ont réussi à le faire reléguer aux calendes grecques. Le gouvernement lui-même se déroba lamentablement et se prononça contre la mise en vigueur du plan tel qu'on l'avait présenté. *En Angleterre les raisons spectaculaires qui avaient conduit certains milieux dirigeants à proposer le plan Beveridge ont été facilement mises à terre.* N'est-ce pas le périodique *The Fortnightly* de mai 1943 qui le qualifie avec raison, en guise d'oraison funèbre : *la plus gigantesque tentative de chantage de tous les temps, faite par un gouvernement angoissé.*

Et aux Etats-Unis ?...

Là aussi on s'occupe depuis un certain temps de plans d'amélioration et l'on fait grand cas de la volonté gouvernementale d'instaurer comme en Europe un système généralisé d'assurances sociales. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la grande démocratie américaine n'a en effet pas jusqu'à ce jour doté ses travailleurs d'assurances sociales, les protégeant en cas de maladie ou d'invalidité.

Pour décider les industriels des Etats-Unis à soutenir sa politique de guerre, le président Roosevelt dut satisfaire aux conditions qu'ils avaient posées et qui furent exprimées en clair par le métallurgiste T. Weir, dans ses déclarations au *New Week* : « Les affaires comme en temps de paix » (1).

Les chefs d'entreprises refusant d'investir des capitaux dans les usines de guerre, l'Etat se substituerait à

(1) Pierre Lucius « Les États-Unis à la recherche d'un équilibre ».

eux, tout en les maintenant dans leurs fonctions et en leur garantissant même l'intégralité du profit sans que celui-ci ait le risque comme contre-partie légitime.

Un office fut créé, la « Defense Plant Corporation ». On le rattacha à la « Reconstruction Finance Corporation ».

L'office prend entièrement à sa charge les frais de construction et d'installation des usines travaillant exclusivement pour la défense nationale, et conclut avec l'industrie exploitant un bail fictif sur la base d'un dollar par an.

Les frais d'établissement des usines produisant simultanément du matériel de guerre et des biens destinés à la consommation privée sont également supportés par l'Etat, mais le prix de location de l'usine doit, dans ce cas, couvrir les frais d'amortissement du matériel et des bâtiments.

Dans le but de permettre aux entreprises petites et moyennes de participer aux commandes de guerre, il a été créé un second office, la « Smaller War Plant Corporation » qui est rattaché, lui aussi, à la « Reconstruction Finance Corporation ».

Les petites et moyennes entreprises constituent des ententes auxquelles sont transmises les commandes de guerre. Au 31 juillet dernier, l'office avait passé à cette catégorie de producteurs des ordres d'une valeur d'un milliard de dollars.

L'administration du président Roosevelt, toujours prévenante, ne se borne pas à fournir à l'industriel le capital de premier établissement. Elle lui garantit, en outre, le fonds de roulement. Les banques de réserve fédérales, la « Reconstruction Finance Corporation », l'administration militaire, les banques privées sont, en vertu d'instructions spéciales, autorisées à ouvrir aux industriels travaillant pour la défense nationale les crédits qui leur sont indispensables.

Selon une étude récente de l'office des productions de guerre, *les capitaux investis par l'Etat dans les usines de guerre s'élèvent à 19 milliards 339 millions de dollars, soit à près de 80 % des caisses publiques.*

La capacité de production des usines appartenant à l'Etat représenterait une fraction souvent considérable de la capacité globale de l'industrie envisagée : 50 % dans la métallurgie de l'aluminium; 95 % dans l'industrie toute nouvelle du caoutchouc synthétique; 50 % dans les machines outils; 40 % dans l'aviation; 10 % seulement dans la métallurgie du fer, suffisamment équipée, dès avant la guerre, pour faire face aux besoins actuels.

Cette politique de munificence, sans précédent dans les annales des Etats-Unis, entraîne une augmentation vertigineuse des dépenses publiques :

Accroissement des dépenses publiques aux Etats-Unis.

Exercice	Montant des dépenses en milliards de dollars
1940-41.....	8,6
1941-42.....	19,6
1942-43.....	56,0
1943-44.....	106,0

On a calculé qu'en 1945, les dépenses globales de guerre des Etats-Unis seraient de l'ordre de 400 milliards de dollars, alors que les dépenses occasionnées par le premier conflit mondial ne dépassèrent pas 30 milliards de dollars.

Nouvelles revendications des industriels.

Mais les industriels ne se montrent pas satisfaits pour autant. C'est le démantèlement progressif de ce bastion de l'étatisme que constitue l'administration du *New Deal* qu'ils exigent maintenant.

A la trentième conférence annuelle pour le développement du commerce extérieur, tenue en octobre dernier à New-York, M. Frederick Crawford, président de la National Association of Manufacturers, a demandé,

comme première mesure, que l'administration renonce à s'immiscer dans le commerce extérieur : *Nous voulons un commerce extérieur basé sur l'industrie privée*. L'administration doit abandonner les fonctions qu'elle a usurpées de « super-marchand » de munitions et de vivres pour le monde entier. M. Crawford demanda en outre que les industries prennent une part active aux négociations de paix, dans le but d'obtenir des nations alliées ou ennemies des conditions douanières favorables. Les exportations des Etats-Unis devraient en effet atteindre, après la guerre, 7 milliards de dollars, soit une augmentation de 54 % sur 1929.

Le chef de l'administration « Prêt et Bail », Philippe Young, chargé présentement du financement des prestations des Etats-Unis aux puissances alliées ou neutres inféodées à Washington, a pris l'engagement de rendre aux industriels leurs anciennes libertés à la fin des hostilités. Sans plus tarder, du reste, les échanges entre les Etats-Unis, l'Algérie et l'A. O. F. seraient à nouveau abandonnés à l'initiative privée. La proximité des élections n'est sans doute pas étrangère à ces abandons de l'administration.

Les soucis de la classe ouvrière.

Le gouvernement de Franklin Roosevelt est tout aussi discuté dans les milieux ouvriers que dans les classes dirigeantes de l'industrie.

Afin de limiter un peu l'angoisse ouvrière le gouvernement Roosevelt n'hésite pas à piller littéralement les conceptions du national-socialisme.

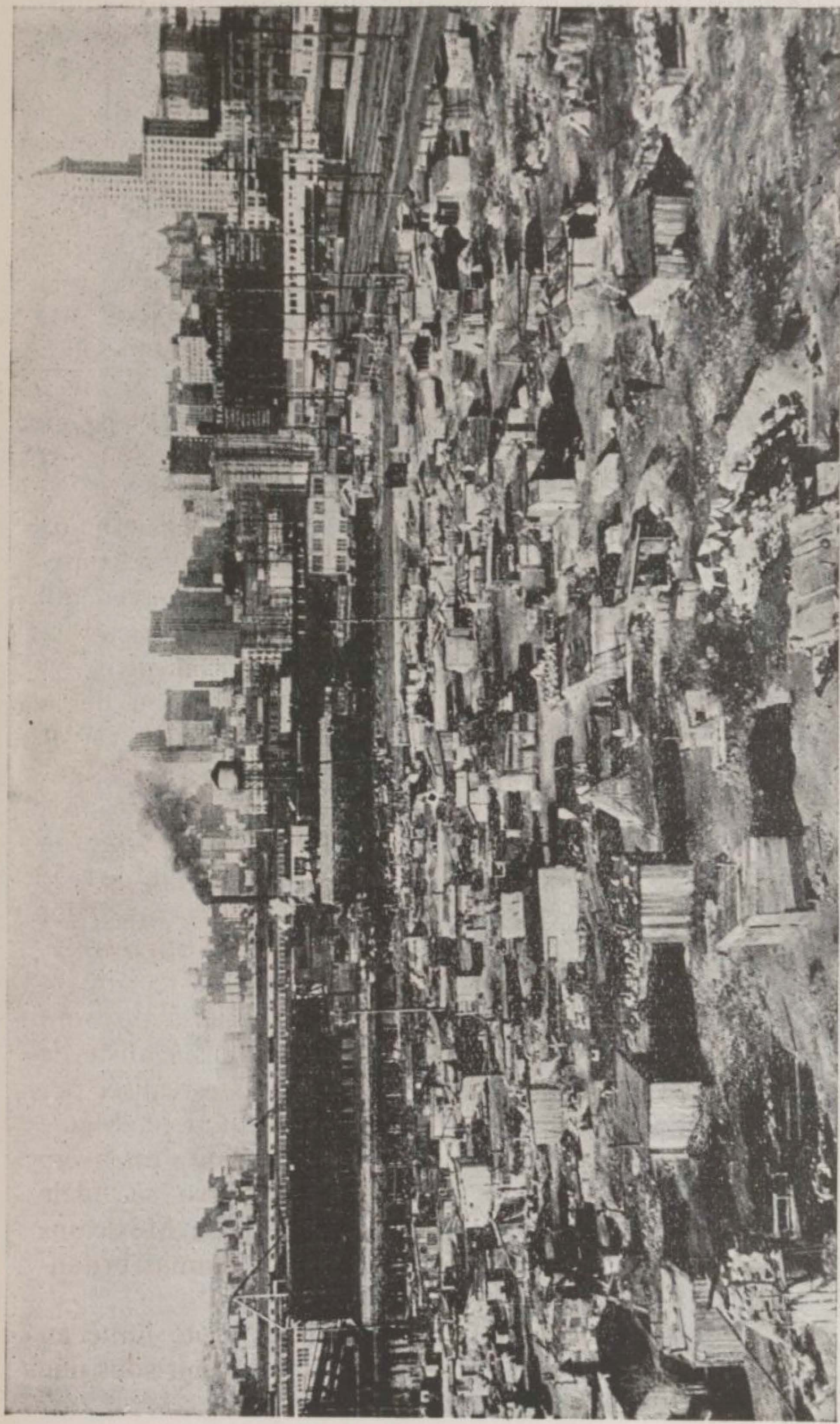
Le « National Resources Planning Board », qui s'occupe d'établir un plan de réformes sociales de grande envergure, a élaboré dans un rapport de novembre 1942 tout un programme de revendications. Ce rapport, contre-partie américaine du plan anglais Beveridge, réclame, entre autres choses, le droit au travail, le droit à la rémunération et à un ravitaillement suffisants, le droit à un habillement convenable, le droit à l'hospitalisation et à l'assistance médicale, le droit à l'assurance

contre la vieillesse, la maladie et le chômage, le droit à l'instruction et enfin le droit aux loisirs et à la jouissance des conquêtes de la civilisation. Les revendications présentées sont presque toutes dérivées de la pensée nationale-socialiste, y compris le dernier point, qui est incontestablement une imitation de l'idée de la « Force par la Joie » (K. de F.). Le mémoire du « National Resources Planning Board » réclame de plus une organisation économique assurant une occupation à tout homme désireux et capable de travailler, ainsi que la formation d'une administration d'Etat chargée de procurer du travail, laquelle aurait des fonctions similaires à celle des offices européens du travail. Une autre revendication enfin est le financement par l'Etat et l'application d'un programme d'apprentissage pour les adolescents.

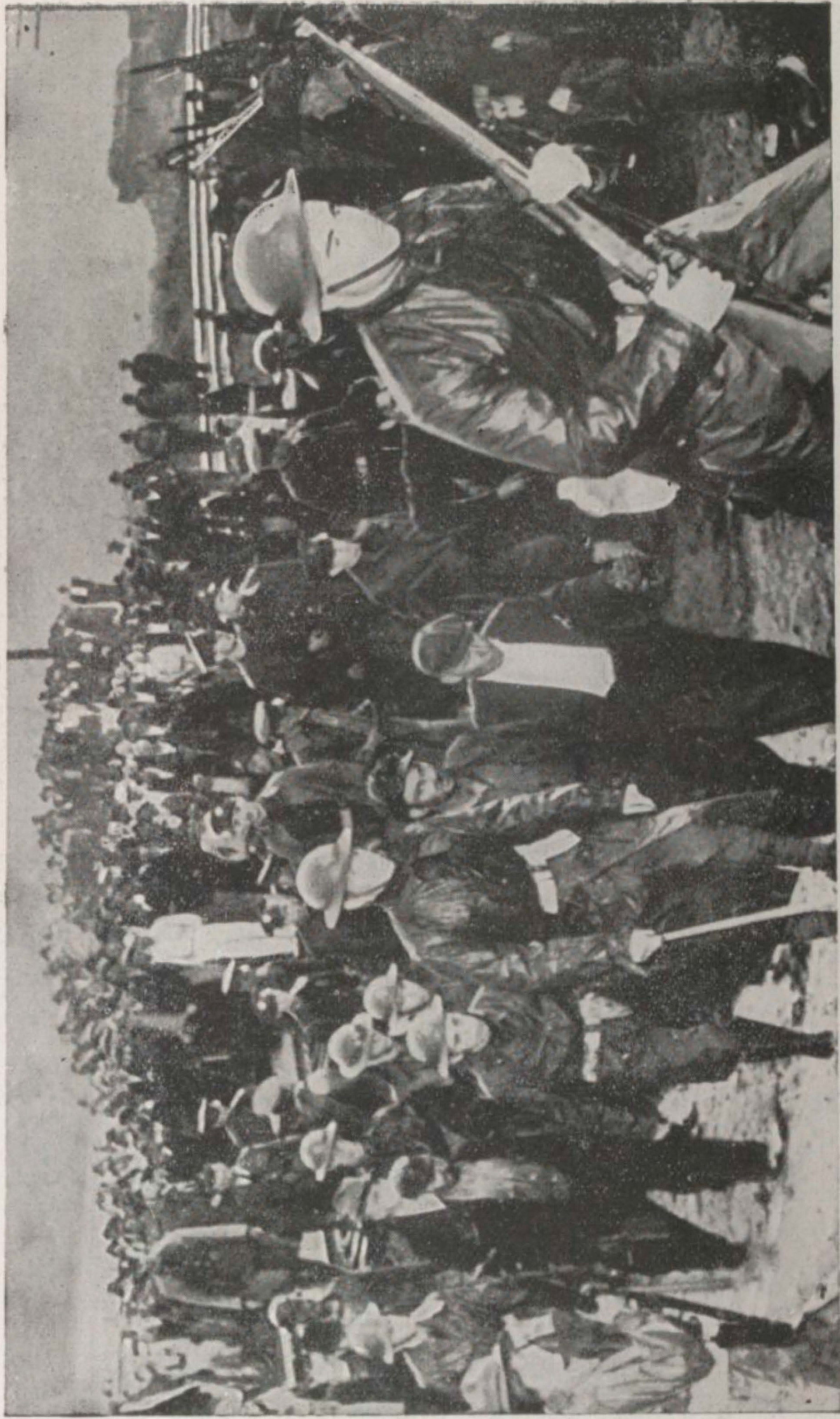
En mars 1943, il y a un an, un autre programme de Roosevelt fut soumis au Congrès : ce programme contenait des projets de travaux publics de grand style, qui tendaient à réaliser des améliorations dans l'agriculture et à construire des édifices publics et des routes.

Toute l'organisation en vue de l'utilisation de la main-d'œuvre, telle qu'elle a été établie dans la « War Man Power Commission », dirigée par Mac Nutt, appartient aussi au domaine des mesures sociales. La liberté qu'avaient jusque-là les ouvriers de se fixer où bon leur semblait, et qui était selon le point de vue américain un des piliers des rapports entre travailleur et employeur, est aujourd'hui pratiquement supprimée. Chaque individu capable de travailler est recensé et affecté à une occupation, que cela lui plaise ou non. Ici, l'imitation de l'organisation nationale-socialiste de guerre pour l'utilisation de la main-d'œuvre réalisée par le Gauleiter Sauckel apparaît en pleine lumière. Même l'embauchage de travailleurs étrangers, qui s'est avéré actuellement nécessaire en Europe, trouve sa fidèle reproduction dans l'utilisation en masse de Mexicains et de travailleurs de Porto-Rico et des Bahamas britanniques.

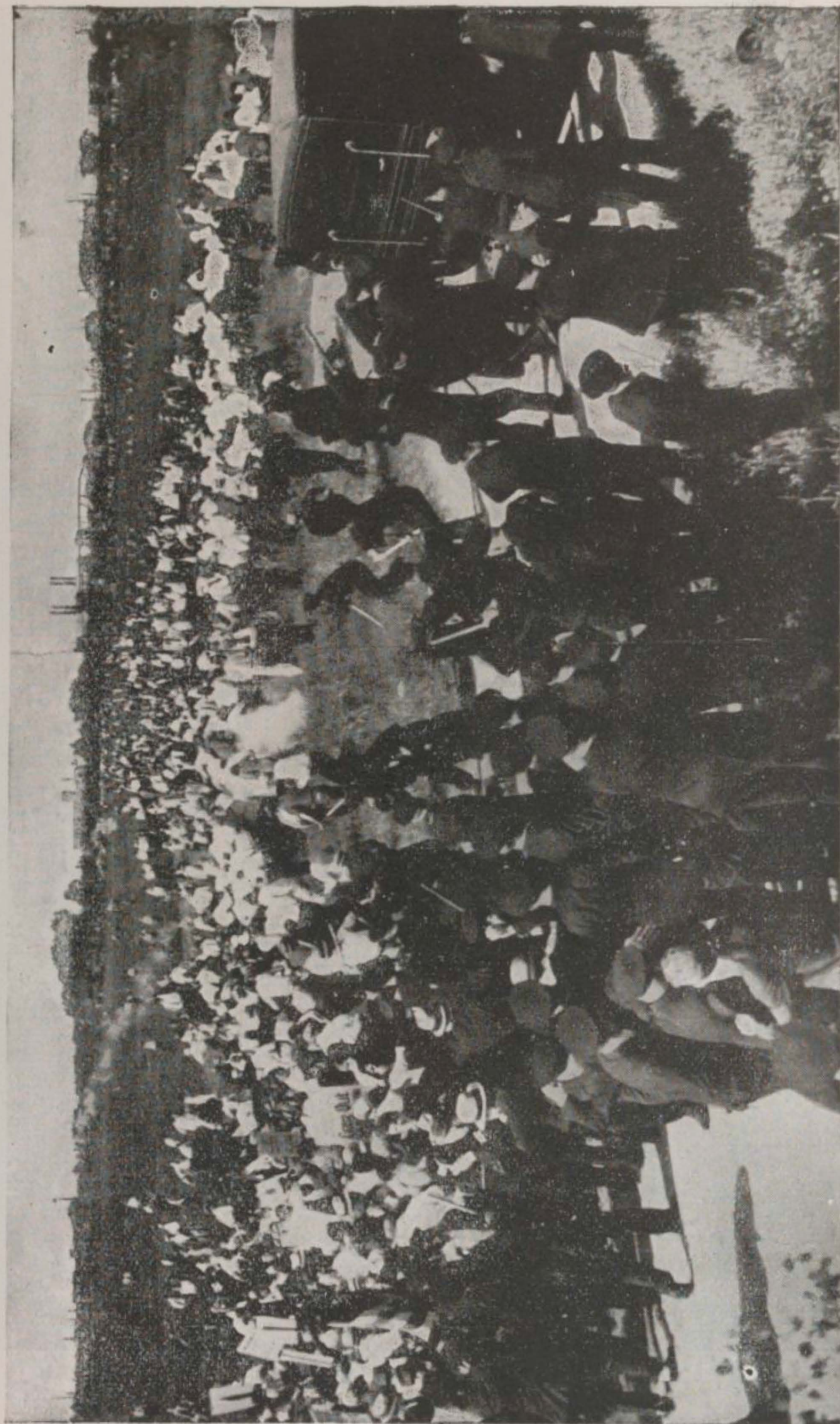
Le service du travail, qui jusqu'ici a été imité en petit dans le C. C. C., doit être établi à l'avenir sous une



*Avant de parler du « Siècle de l'Amérique », il faudrait voir les taudis ne plus enserrer
les majestueux buldings des businessmen américains !*



*On parle des camps de concentration en Europe, mais voici comment, en Amérique,
on doit conduire les ouvriers au travail « volontaire »...*



...en attendant de les assommer à la moindre protestation...



*Tandis que l'Allemagne, en pleine guerre,
poursuit déjà les œuvres grandioses de la Paix...*

forme tout à fait générale. En avril 1942, le chef d'état-major des Etats-Unis, Marshall, préconisait un programme d'éducation pour la jeunesse américaine, qui prévoyait d'abord une sorte de service du travail, auquel était jointe une préparation militaire, et finalement une instruction militaire très poussée dans l'armée. Roosevelt lui aussi a appuyé en avril 1943 l'introduction générale d'un service obligatoire d'un an pour les jeunes, qui comprendrait aussi bien le service du travail qu'une préparation militaire.

Les plans publiés par les ministères de la Guerre et de la Marine à Washington en janvier 1943 pour l'instruction et le perfectionnement des soldats actuellement incorporés dans l'armée américaine peuvent aussi être désignés comme des imitations des mesures de même nature déjà en vigueur dans le Reich national-socialiste. Des représentants diplomatiques américains ont, de 1939 à 1941, observé de près les mesures en question, qui sont aujourd'hui imitées aux Etats-Unis.

Même le secours d'hiver du peuple allemand trouve sa reproduction fidèle dans la campagne de collecte « Annual Mobilisation of Human Needs » pour laquelle le président Roosevelt lance chaque année un appel.

L'institution de l'« épargne fixe » a, lui aussi, son pendant dans la pratique des emprunts de guerre et le système des bons d'épargne de guerre.

C'est aussi au domaine des réalisations sociales qu'appartient l'assistance aux enfants, établie par Roosevelt de façon analogue à ce qui est pratiqué en Allemagne, et pour laquelle il a déclaré le 1^{er} mai « jour de la santé des enfants ».

L'imitation du modèle national-socialiste est particulièrement frappante dans la reconnaissance des services fournis par des travailleurs de l'industrie de guerre qui, comme en Allemagne, sont décorés d'une « Médaille du Mérite en temps de guerre ». On a même, suivant un communiqué de septembre 1942, donné le nom d'un ouvrier new-yorkais à l'un des plus récents sous-marins de la marine américaine.

Une chose sont les promesses et les comédies. Une autre sont les actes : car absolument rien n'empêche les

ploutocrates de Wall-Street de plier à leur toute-puissante volonté le prolétariat américain.

Depuis le début de 1943, les salaires sont bloqués. Les tribunaux du travail refusent de consentir des augmentations, cependant que le prix de la vie ne cesse d'augmenter. Simultanément, en raison de la prolongation des hostilités, les stocks sont moins abondants, voire même, dans certains cas, insuffisants. En 1944, et pour la première fois depuis 1940, le monde entier sentira peser sur ses épaules le fardeau de la guerre. Quant à l'avenir, il reste menaçant. Quinze millions de femmes sont aujourd'hui occupées dans l'industrie. Il conviendra de les congédier au lendemain de la démobilisation, qui affectera 17,8 millions d'hommes (9 millions 1/2 de combattants, 1,4 millions de fonctionnaires de l'administration de guerre, 6,9 millions d'ouvriers de l'industrie de l'armement).

La revue *Fortune* se fait l'écho des préoccupations ouvrières américaines :

Les ouvriers, écrit-elle, ne veulent plus d'un système où, tous les quarts de siècle, un chômage massif alterne avec une guerre mondiale apocalyptique... Car, derrière les beaux discours de nos nullités étincelantes, le travailleur américain entrevoit déjà les contours d'une troisième guerre mondiale.

La paix par le socialisme.

On voit qu'à travers tous les plans du monde libéral anglo-américain, il ne reste pas grand'chose qui soit capable d'apporter, avec la reconstruction de notre vieille Europe, un ordre social qui soit basé sur la raison et la justice. Pas plus ne serait-il raisonnable de s'appuyer sur le fait que la prolongation de la guerre, les disciplines et les contraintes qu'elle impose puissent mener inévitablement à la bolchevisation universelle. Non seulement le bolchevisme n'est pas le socialisme, non seulement il n'est qu'un moyen d'exploitation humaine plus dur et plus cruel encore que ceux de la féodalité capitaliste,

mais encore il s'oppose de façon irréductible à l'âme éternelle des peuples de l'Occident européen. Il n'est que l'esprit de domination d'une caste politique fortement judaïsée qui se sert du système collectiviste pour plier à sa volonté les masses prolétariennes réduites littéralement à l'état de chaos racial. Tout autre s'est révélé l'exemple allemand qui pourra surtout être utilisé avec fruit lorsqu'il s'agira d'édifier et de développer l'ordre social d'après la guerre dans les différents États européens. C'est à travers cette œuvre constructive, alors que toute imitation étrangère et toute adoption sans discernement des théories sociales d'un peuple à un autre paraissent être nuisibles, qu'un échange mutuel d'idées et d'expériences s'avérera au contraire fructueux. Le grand brassage de la guerre, les masses immenses de travailleurs européens qu'elle aura entraînés à partager la vie des travailleurs allemands auront plus fait pour la compréhension des peuples, pour leur rapprochement et pour la naissance d'un socialisme fondé sur la raison et la justice que tous les discours prononcés depuis cinquante ans. Pour nous autres Français, l'expérience socialiste allemande ne doit pas être un enseignement perdu.

Croyez-vous que les soldats allemands et les ouvriers allemands combattraient et travailleraient comme ils combattent et comme ils travaillent s'ils ne se sentaient pas d'abord les porteurs d'une idée nouvelle au service du progrès humain ? Et c'est bien là où le parallélisme de la Révolution nationale-socialiste s'impose avec notre grande Révolution.

Même audace et même foi chez les chefs ; même enthousiasme et même confiance dans les masses, et surtout même volonté d'atteindre à la justice et au mieux-être humain. Il y a maintenant dans le monde un groupement historique, il y a quelque part sur cette planète une Révolution sociale que l'on ne peut encore juger. Il y a un groupement historique qui s'appelle l'Europe et qui se constitue maintenant par des années de souffrances communes, d'espérances communes. Les lents efforts d'hier en ont peu à peu juxtaposé et soudé les morceaux et les ardentes épreuves de cette guerre

et de cette révolution sociale l'ont fondu en un seul métal : *c'est la Patrie socialiste européenne.*

Rien n'empêchera plus, sur la vaste terre, des hommes de méditer ces révélations lourdes d'enseignements. Des centaines de milliers d'hommes, des millions d'hommes de tous les milieux sociaux, de tous les pays d'Europe et d'Asie, ont été maintenant rapprochés par la souffrance, par la misère et par l'espoir.

Oui, nous trouvons qu'il y a aujourd'hui, comme le disait notre grand Jean Jaurès, dans l'ordre matériel des possibilités de large bien-être. Nous savons qu'il y a dans l'ordre intellectuel, dans le développement moral des possibilités de grandes et de hautes joies. Nous savons que les hommes de la terre, que les hommes de l'usine, s'ils n'étaient pas aussi pesamment courbés sur elles, s'ils les dominaient d'assez haut pour pouvoir les comprendre et les aimer, trouveraient dans ce contact avec la nature et avec le travail des joies admirables qui sont réservées aujourd'hui aux artistes qui passent.

Nous savons aussi qu'il y aura demain des trésors de joies dans la civilisation et qu'un ordre mondial juste assurant une existence digne nous est déjà offert à travers les affres de la guerre par les hommes du front.

Cette civilisation du travail, cette patrie socialiste de tous les peuples d'Europe qui naît en ces jours sombres, voilà pour nous dans la paix retrouvée la formule toute simple, « cette divine chose simple » qui contient tout le bonheur des printemps humains.

ANDRÉ CHAUMET.

LES PLUS IMPORTANTS PROJETS DE TRAVAUX DU SERVICE DU TRAVAIL DU REICH

A. En exécution.

Circonscriptions régionales de travail.	Désignation du projet de travail.	Genre du projet de travail.	Etendue du terrain en ha.	But du travail.	Détachements employés Etat 31.3.39	Début des travaux	Les travaux seraient probablement terminés si la guerre n'avait pas éclaté
I. Prusse orientale.	Terrain bas de Memel.	Mise en valeur de marais. Amélioration de terrains déjà utilisés.	39,000	Création de colonies. Etablissement de 350 foyers de paysans.	18	1935	1945
	Nogatthaffkampen.	Mise en valeur de terrains incultes. Amélioration de terrains déjà utilisés.	1,600	Création de 88 foyers de paysans.	14	1935	1940
IV. Poméranie orientale.	Région limitrophe de la Poméranie orientale.	Amélioration de terrains déjà utilisés.	10,000	Création de 150 foyers de paysans. Appui donné au paysanat établi.	14	1934	1942
V. Poméranie occidentale.	Oder inférieure.	Régularisation des eaux et endiguement de terrains déjà utilisés.		Appui donné au paysanat établi.	6	1934	*)
VII. Schleswig-Holstein.	Côte occidentale du Sles. Holst.	Récupération de nouvelles terres enlevées à la mer. (Travaux préparatoires d'endiguement.)	82,000	Création de nouveaux foyers de paysans.	16	1934	1944
	Territoire de l'Eider.		15,000	Augmentation du rendement, appui donné au paysanat établi.	7	1937	1941

VIII. Marche de l'Est.	Spreewald.	Amélioration de terrains déjà utilisés.	35,000	Protection et augmentation du rendement de terrains cultivés.	11	1934	*)
IX. Brandebourg.	Marais du Havelland et du Rhin.	Mise en valeur de marais. Amélioration de terrains déjà utilisés.	87,000	Création de 800 nouveaux foyers de paysans.	15	1934	*)
X. Basse-Silésie.	Région de Nuthe.	Régularisation des eaux.	38,000	Appui donné au paysanat établi.	6	1934	1943
	Sprottebruch.	Mise en valeur de marais.	6,000	Création de 150 foyers et colonies.	11	1934	1944
XI. Silésie centrale.	Région de Bartsch.	Régularisation des eaux.	55,000	Augmentation du rendement de terrains déjà util. Appui donné au paysan établi.	6	1934	1941
XIII. Magdeburg-Anhalt.	Région d'Aland Fiener Bruch Drömling.	Régularisation des eaux, travaux de terrassement.	83,000	id.	9	1934	*)
		Mise en valeur des marais.	1,200	Création de foyers de paysans.	5	1934	1941
			7,500	Création de nouveaux foyers, augmentation du rendement de 450 foyers.	8	1934	1941
XIV. Halle-Merseburg.	Prairie d'Els-ter-Luppe.	Régularisation des eaux, travaux de terrassement.	5,000	Ap. don. au pays. éta.	7	1931	1944
XV. Saxe.	Grosse Röder.	Régularisation des eaux.	5,200	Ap. don. au pays. éta.	5	1935	1942
XVI. Westphalie septentr.	Weisses Venn.	Mise en valeur des marais.	4,500	Création de 60 foyers de paysans et colonies.	3	1934	*)

*) Pas indiqués, parce qu'exécutés sur la base de projets spéciaux.

PROJETS IMPORTANTS DE TRAVAUX DU SERVICE DE TRAVAIL DU REICH

A. En exécution.

Circonscriptions régionales de travail.	Désignation du projet de travail.	Genre du projet de travail.	Etendue du terrain en ha.	But du travail.	Détachements employés Etat 31.3.39	Début des travaux.	Les travaux seraient probablement terminés si la guerre n'avait pas éclaté
XVI. Westphalie sept.	Ems.	Regularisation de cours d'eaux.	11,200	Protection du terrain cultivé par l'amélioration du régime des eaux.	7	1933	1943
XVII. Basse-Saxe (Centre).	Teufelsmoor.	Mise en valeur de marais.	9,000	Création de foyers et colonies de paysans.	6	1933	*)
Basse-Saxe (Centre).	Terrains bas de l'Elbe.	Régularisation des eaux, travaux de terrassement, acquisition de nouvelles terres.	90,000	Augm. du rendement de ter. déjà cult.	14	1933	*)
XVIII. Basse-Saxe Est.				Ap. don. au pays. éta.			
XXI. Bas-Rhin.	Ter. bas de Schwalm.	Exploitation de terrains incultes, amél. de ter. cult.	1,100	Appui donné au pays.	4	1935	1945
	Ter. bas de Nette.	Amél. de ter. cult.	900	—id—	3	1935	1943
	Niers.	Régul. de cours d'eaux.	10,000	Appui donné au pays., colonies.	5	1934	1932
XXII. Hesse sept.	Oberhessen.	Amél. de ter. cultivés.	43,000	Ap. don. au pays. et, réinstallations.	10	1934	*)
Hesse sept.	Rhön.	Amél. de ter. cultivés et mise en valeur de ter. incultes.	210,000	Création de 300 nouveaux foyers et réinstallation.	14	1934	*)
XXIII. Thuringe.							

XXVIII. Franconie.							
XXIV. Rhénanie centr.	Eifel. Hunsrück. Westerwald.	Comme ci-dessus. Comme ci-dessus. Comme ci-dessus.	8,000 10,000 130,000	Ap. don. au pays. ét. Ap. don. au pays. ét. Ap. don. au pays. ét.	16 22 16	1935 1935 1935	*) *) *)
XXV. Hesse mér.	Hess. Ried.	Amél. de ter. cult. Mise en valeur de marais.	30,000	Création de 120 foyers et colonies de paysans.	28	1933	*)
XXVII. Bade.	Pfinz-Saalb. Acher-Rench.	Canaux et régul. des cours d'eaux.	50,000 12,000	Protection de terres pour cultures. Protection de ter. déjà cul- tivés.	14 12	1934 1936	1942 1941
XXIX. Bavière, Marche de l'est.	Straubing, bas- sin de Plein- ting.	Régul. des eaux.	8,500	Appui don. au pays. ét.	20	1935	1941
XXX. Plateau de Bavière.	Prairies de Buckel. Ilmgau.	Travaux de terrassement. Régul. des eaux.	750 1,600	Appui don. à l'économie du pâturage. Ap. don. au pays. ét.	3 6	1935 1934	1941 1941

B. Terminés.

XXV. Hesse mér.	Nahe.	Construction d'une digue contre les inondations.	550	Protection de 550 ha. de ter. déjà utilisés contre l'inondation.	Commencé en 1933. Terminé en 1937.
--------------------	-------	---	-----	--	--

*) Pas indiqués, parce qu'exécutés sur la base de projets spéciaux.

